Institut National de la
Recherche Agronomique

Institut national
agronomique
Paris-Grignon

Activités
de l'Unité Mixte de Recherche INRA-INAPG
Economie Publique

(UMR INRA 210)

2000-2003

Février 2004

UMR Economie Publique INRA-INAPG
INRA Campus de Grignon, BP 1
78850 Grignon, France

Activités 2000-2003
UMR Economie Publique INRA-INAPG

1 Présentation de l'unité

1.1 Bref historique

L'Unité mixte de recherches (UMR) en économie publique établie entre l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) et l'INAPG (Institut national agronomique Paris-Grignon) a été constituée de manière rétroactive le 1er janvier 2000. La convention a officiellement été signée le 16 mars 2001 par l'INAPG et l'INRA, officialisant un fonctionnement de fait depuis 1999. Cette UMR porte le numéro codique d'UMR-INRA 210. Elle regroupe l'ancienne Station d'économie et sociologie rurales (ESR) de Grignon et les économistes de la Chaire d'économie et gestion de l'INAPG. Des agents des unités INRA d'Ivry et de Nancy avaient en outre rejoint l'UMR de fait de proximités thématiques lors de la création.

Le projet d'UMR avait été évalué par des rapporteurs externes et internes nommés par l'INRA; puis par le Conseil scientifique du département (CSD) Economie et sociologie rurales; puis par la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER), qui avait également nommé une commission de membres extérieurs aux deux parties. Les rapporteurs nommés par l'INRA, le CSD et la mission de la DGER ont tous validé le projet d'UMR en première instance. La DGER a également accepté le projet d'UMR à la suite des recommandations de la commission en charge d'examiner les dossiers en première instance.

Du fait de la modification du calendrier des évaluations collectives par L'INRA, un avenant est en cours d'établissement pour prolonger la convention d'UMR jusqu' à la fin 2005.

1.2 Fonctionnement de l'UMR

La création de l'UMR d'économie publique INRA-INAPG se traduit par une double implantation. Les fonctions d'administration, de régie et les services documentaires sont localisés à Grignon, qui est le siège administratif de l'UMR. Les chercheurs sont partagés entre les deux sites, Grignon et Paris.

La vie quotidienne de l'UMR est régie par le règlement intérieur de l'UMR, annexé à la convention d'UMR. L'assemblée générale annuelle peut réviser ce règlement. Elle fixe également les seuils et les clés de financement des services horizontaux. Elle est également le lieu où se prennent les décisions d'admission des membres de l'UMR ou des réformes plus fondamentales.

Le Conseil de service se réunit de manière trimestrielle, pour discuter toute question ayant trait à la vie collective au sein de l'UMR, et en particulier les acquisitions de matériel collectif.

1.3 Personnels

Lors de sa création, l'UMR comptait 10 scientifiques INRA dont 6 Directeurs de recherche (DR) et 4 Chargés de recherche (CR), 5 enseignants-chercheurs INAPG (3 Professeurs et 2 Maîtres de conférences), 4 Ingénieurs INRA, 4 Assistants ingénieurs (AI) INRA, 4 Techniciens (TR) et Administratifs INRA, et un Agent technique INAPG.

Recrutements et départs en 2000

- Recrutement de Sophie Drogué (Ingénieur d'étude, IE INRA)
- Recrutement de Estelle Gozlan (CR2 INRA)
- Départ (démission) de Solene Maugars (Assistant scientifique contractuel ASC INRA).
- Départ (mutation) à l'INRA Rennes de Jean-Christophe Carles (Agent technique INRA).

Recrutements et départs en 2001

- Recrutement de Bénédicte Coestier, sur poste de CR1 INRA contractuel, en détachement de l'Université de Paris X (maître de conférence)
- Recrutement de Stéphane De Cara, CR2 INRA (a pris effet en juillet 2002 du fait de son service national).
- Recrutement de Loïc Guindé, AI INRA (a pris ses fonctions au premier janvier 2002)
- Changement de statut de Jean-Marie Attonaty, qui quitte le statut de Directeur de recherche pour celui de chargé de mission auprès de l'INRA, en position de chercheur émérite (a pris effet en janvier 2002).
- Départ de l'UMR de Frédéric Lintanf (Agent technique INAPG) dans le cadre du passage de l'unité de reprographie sous contrôle de l'INAPG.

Recrutements et départs en 2002

- Recrutement de Kevin Huron, (AJT INRA) sur un poste de gestionnaire.
- Recrutement de Régis Grateau, (TR INRA) sur un poste de documentaliste.
- Arrivée de Caroline Godard en thèse.
- Arrivée de Laurence Roudart, Maître de conférences à l'INAPG, dans l'UMR pour l'exercice de ses activités de recherche.
- Séjour à l'UMR de John Beghin en tant que chercheur invité (Iowa State University).

Recrutements et départs en 2003 :

- Départ vers l'INRA Nancy (mutation) de Eric Kervegant (AI INRA).
- Départ en retraite de Pierre Spitz (DR, INRA).
- Départ en retraite de Michel Petit (professeur, INAPG).
- Départ vers l'INRA Nantes (mutation) de Monique Harel (TR INRA, départ en mars 2004).
- Départ de John Beghin du fait de la fin de son séjour de chercheur invité.
- Départ de Bénédicte Coestier, MC Université Paris X, fin de son détachement.
- Départ pour congé de longue maladie de Patrick Bonnafous (IE INRA).
- Départ de Youssef Chahed, thèsard, après l'obtention de sa thèse.
- Départ de Daniel Fuentes-Castro après l'obtention de sa thèse.
- Départ de Alexandre Brun, thésard, après l'obtention de sa thèse.
- Recrutement de Laure Bamière, (IR2 INRA).
- Recrutement de Karine Rezel, (TR INRA) affectée comme secrétaire/gestionnaire sur le site de Paris.
- Arrivée de Elodie Debove (IGREF) et Priscila Ramos (boursière ABIES INAPG) en thèse.

Au premier janvier 2004, l'UMR compte donc 8,5 chercheurs INRA titulaires, 5 enseignants chercheurs, 1 chercheur émérite, 14 ingénieurs, techniciens et administratifs, 1 chercheur contractuel, 1 ingénieur du Génie rural des eaux et des forêts à disposition et quatre thèsards, dont deux financés par l'école doctorale ABIES et une troisième IGREF en formation par la recherche. La liste des membres de l'UMR ainsi que leur affiliation est donnée en annexe.

1.4 Le personnel scientifique

La constitution de l'UMR a suivi une période où de nombreux départs avaient diminué le potentiel de recherche de l'unité INRA ESR de Grignon. Celle-ci était devenue passablement exsangue, du fait de l'exode de jeunes chercheurs vers des laboratoires de province pour des raisons essentiellement économiques, et du fait de la création d'une unité d'économie industrielle à Ivry sur Seine. L'INRA a accompagné la création de l'UMR par une politique significative de recrutement.

Malheureusement, il n'y a pas eu de poste de scientifique ouvert en 2002, et il n'a pas été possible de pourvoir le poste de CR2 offert en 2003, le candidat retenu ayant choisi une autre opportunité. Le nombre de départs de chercheurs et enseignants chercheurs pour des raisons d'âge s'étant accéléré, on observe une diminution nette de l'effectif scientifique sur la période 2000-2003. Au total, l'UMR est en dessous du seuil d'effectif critique pour qu'existe une véritable vie scientifique, et les perspectives de départ en 2004 risquent de rendre difficile la poursuite d'une activité de recherche importante.

Si l'INRA a accompagné la création de l'UMR par des moyens humains, il n'en a pas été de même de la tutelle INAPG pendant les premières années de fonctionnement. Il a cependant été décidé d'ouvrir un poste de maître de conférences en remplacement du poste de professeur de Michel Petit en 2004. Ceci représente, à l'échelle du plan glissant de l'iNAPG, un effort significatif, mais ne corrige pas le déséquilibre de moyens mis en commun par les deux institutions partenaires.

1.5 Les ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA)

Les personnels ITA INRA représentent près de la moitié des effectifs de l'UMR. Le personnel d'appui à la recherche est donc en nombre conséquent. Il est constitué de personnes compétentes, qui pour les plus anciens ont généralement bien traversé les transformations de leurs fonctions (évolution de la bureautique, de l'informatique, des outils documentaires et administratifs fort complexes). En outre, les postes ouverts lors des premières années d'existence de l'UMR ont permis de recruter un personnel jeune et très bien formé aux techniques les plus modernes. Ce personnel profite de diverses opportunités de formation afin de suivre l'évolution très rapide des techniques, que ce soit en informatique, documentation, ou dans les outils de gestion. Un effort particulier reste à faire sur le plan de l'anglais, qui devient indispensable étant donnée l'implication forte de l'UMR dans des programmes européens.

Dans de nombreux cas, cependant, le déroulement de la carrière de ces personnels est peu satisfaisant. Cela vient de la difficulté de gérer les transformations d'emploi dans un organisme comme l'INRA. Cela se traduit parfois par des frustrations des ITA face à de maigres perspectives de promotion et à un travail dont les finalités à long terme sont mal perçues, frustrations peu propices aux initiatives et à la prise de responsabilité ; cela peut quelquefois entraîner un certain désinvestissement professionnel. En outre les ITA ont tendance à quitter l'UMR du fait du coût de la vie dans la région parisienne. Ces départs se sont multipliés sur la période récente.

1.6 Moyens matériels

Equipements. L'UMR dispose d'un serveur informatique HP9000/K250 fonctionnant sous système d'exploitation UNIX (à Grignon). Celui-ci, obsolète va être démantelé au profit d'une informatique de centre, et d'une informatique de projet (serveurs sous UNIX ou LINUX spécifiques à des programmes européens, réseau local en Windows NT). Les personnels localisés à Paris bénéficient des prestations du serveur de l'INAPG pour ce qui est du courrier électronique, ceux à Grignon du réseau du Centre INRA.

Les ordinateurs sont financés principalement par des projets de recherche. Du fait de la forte activité en termes de contrats pendant les années passées, l'UMR est équipée en ordinateurs les plus modernes. C'est aussi sur des contrats que les locaux du site de Grignon ont été entièrement recablés en 2002. Il faut souligner que les faibles budgets institutionnels pour des dépenses de rénovation de locaux ou d'équipement lourd imposent une activité contractuelle importante.

L'UMR a à sa disposition un centre de documentation riche en ouvrages. Ces derniers sont principalement achetés sur des contrats de recherche, et donc affectés à des chercheurs, mais ils doivent être référencés par le centre de documentation et mis à la disposition de l'ensemble du personnel de l'UMR.

Dans le souci de réduire les dépenses "horizontales", un très grand nombre d'abonnements à des revues a été supprimé ces dernières années. La (lente) mise en place de la politique d'abonnement électronique de l'INRA commence néanmoins à réduire cette carence. Depuis fin 2003, l'UMR a accès en ligne à deux éditeurs de revues Blackwell Publisher et Elsevier depuis les deux sites de Paris et Grignon, ce qui a réduit les difficultés d'accès à la documentation des agents sur le site de Paris.

L'UMR a à sa disposition trois véhicules de service, dont deux très anciens. Ces véhicules sont localisés à Grignon et sont, sauf cas exceptionnel décidé par le directeur de l'UMR, affectés à la réalisation d'enquêtes.

Jusqu'à la fin de l'année 2001, l'UMR gérait un important centre de reprographie. Celui-ci a été remis à l'INAPG sur la demande de cette institution et du Président de centre INRA. L'INAPG en assure la gestion depuis le 1er janvier 2002.

Budget. L'INRA met à disposition de l'UMR une dotation annuelle correspondant à l'Unité-chercheur (UC). Cette dotation est fixée annuellement par le Chef de département ESR. Elle s'élève pour l'année 2004 à 97519 Euros. Ces sommes sont versées sur la ligne budgétaire INRA correspondant à l'UMR 210. La DGER met à disposition de l'UMR une dotation d'environ 20000 Euros pour l'année 2004. Cette somme est versée sur la ligne budgétaire de l'UMR Economie publique à l'INAPG. L'existence de deux budgets indépendants, avec des règles comptables et une fiscalité indirecte différentes est source de nombreux problèmes pratiques. Ces dotations couvrent les dépenses des services "horizontaux" de l'UMR (ménage jusqu'en 2004, documentation, petites fournitures, équipement et fonctionnement des services de secrétariat, régie, et documentation). Le solde est affecté au budget individuel de chaque chercheur dans le cadre d'une comptabilité analytique.

La gestion de l'UMR repose sur un principe d'affectation maximale des ressources et des dépenses aux différents programmes de recherches. Ainsi, une comptabilité analytique est tenue par chercheur et ingénieur, qui recoupe une comptabilité par "projet". Une fois les dépenses horizontales couvertes par un prélèvement sur les dotations des institutions de tutelle, le solde restant ainsi que la totalité des contrats et prestations réalisés par les chercheurs sont également affectés. En contrepartie, toutes les dépenses (hormis ménage, abonnements aux journaux et petites fournitures) sont également affectées. Chaque chercheur doit ainsi faire en sorte de pouvoir couvrir ses frais de déplacement, d'équipement, de téléphone, de commandes d'ouvrages, de frais d'inscription aux colloques, sous peine de se voir refuser toute prestation. Par contre, il bénéficie de la plus grande liberté dans le choix de l'affectation de ses ressources, le Directeur de l'unité ne faisant que contrôler la conformité avec les règles des administrations publiques. Le fonctionnement des services horizontaux est assuré par un prélèvement sur les dotations des institutions de tutelle, et non pas sur les contrats, ce qui est un fonctionnement relativement original par rapport aux autres laboratoires INRA.

De ce fait, au total, en 2004, le solde de la dotation affectée à chaque chercheur était seulement de l'ordre de 2000 Euros en début d'année, une fois couvertes les dépenses horizontales collectives. Ceci correspond à la somme dont chaque chercheur et ingénieur dispose pour couvrir ses dépenses (téléphone, déplacement, matériel, indemnités de stage et dépenses afférentes en cas d'encadrement de stagiaires). Ceci est évidemment très faible et met bien en évidence la nécessité absolue, pour les chercheurs de l'UMR de trouver des financements extérieurs.

Le Tableau 1 montre que les contrats de recherche sont une partie essentielle du financement de l'UMR. Ces contrats expliquent l'équipement assez important dont dispose la plupart des chercheurs. Néanmoins, le mode de fonctionnement budgétaire adopté (financement forfaitaire et absence de prélèvement sur les contrats) fait que des chercheurs dont les thèmes se prêtent peu à une activité contractuelle peuvent être dans une situation financière inconfortable. Par ailleurs ce mode de fonctionnement induit pour les chercheurs une charge en travail considérable, parfois excessive. Enfin, l'activité contractuelle s'effectue, par force, parfois au détriment d'une activité académique.

Tableau 1. Budget de l'UMR (Euros)

ANNEE	Dotation INRA (U.C.) (1)	Dotation DGER	Contrats et autres Ressources propres	Contrats Union Européenne	Contrats Ministère	Budget Total (2)	Autofinancement par contrats et ressources propres (3)
2000	76 941 €	NEANT	126 905 €	177 405 €	8 312 €	522 648 €	80%
2001	115 696 €	16 700 €	135 767 €	51 345 €	9 711 €	487 840 €	59%
2002	137 710 €	16 700 €	336 101 €	27 546	43 854 €	561 911 €	27%
2003	137 163 €	21 315 €	132 411 €	0	52 934 €	343 823 €	46%

(1) U.C. signifie "unités chercheur" ; (2) Le budget total est la somme des colonnes à la gauche de celle-ci plus des reports de contrats et de crédits de fonctionnement des années passées ainsi que de crédits exceptionnels attribués en cours d'année, ces derniers se montant à 6708€ en 2000 et 2287€ en 2001; (3) Hors salaires des titulaires, bien évidemment.

Le taux d'autofinancement de l'unité a fortement régressé depuis les années 1990. Parmi les explications, il faut souligner la lourdeur dans l'administration des programmes européens, les multiples obstacles administratifs pour l'utilisation des fonds mis par les institutions de tutelle et l'absence d'incitation directe qui dissuadent beaucoup les chercheurs de candidater à des appels d'offre.

Les nombreux dysfonctionnements du service des marchés sur le Centre INRA (longues périodes "hors marché" sans possibilité d'effectuer des commandes en 2002 et 2003) sont également une cause de la baisse de l'activité contractuelle et du taux d'autofinancement de l'UMR. D'une part car il n'est guère motivant de rechercher des ressources alors qu'il est impossible pour des raisons administratives, de dépenser ces ressources. D'autre part, car ces dysfonctionnements ont eu pour conséquence une externalisation de la gestion des contrats, certains étant renvoyés désormais sur des structures relais, en particulier sur la structure de gestion des contrats de l'INAPG, l'ADEPRINA. En effet, du fait des lourdeurs administratives de l'INRA, de l'opacité des différents budgets des unités dans la comptabilité à l'INAPG, le recours à des structures relais est, depuis 2003, encouragé par le directeur de l'UMR.

A l'avenir, les problèmes soulevés ci-dessus devraient néanmoins être résolus. D'une part car le nouveau code des marchés à prendre effet en 2004 devrait limiter les longues périodes où le Centre INRA est en situation "hors marché", c'est-à-dire pendant lesquelles on ne peut commander de fournitures. D'autre part, en 2004, les chercheurs de l'UMR ont répondu de manière massive aux appels d'offre du programme cadre européen FP6. D'ores et déjà deux de ces réponses ont été couronnées de succès et d'autres sont en cours d'examen.

2 Objectifs scientifiques

L'UMR travaille notamment à la mise au point de méthodes d'analyses, de modèles de simulation et d'outils de réflexion pouvant être utilisés par les décideurs publics en matière de politique économique. Les investigations portent entre autres sur l'organisation du secteur agricole (économie de la production), la politique publique dans le secteur agroalimentaire (politique agricole commune, réglementation du secteur agro-alimentaire) et le commerce international (négociations commerciales, négociations sur le changement climatique). Les objectifs scientifiques de l'unité sont définis dans le schéma de programmation INRA "Compact" (cf. infra).

2.1 Insertion dans la programmation scientifique

Schéma directeur INRA. L'UMR s'inscrit principalement dans le champ thématique "Production, marchés et échanges agricoles" du département SAE 2 (SCIENCES SOCIALES, AGRICULTURE ET ALIMENTATION, ESPACE ET ENVIRONNEMENT) de l'INRA. Quelques chercheurs ont cependant des activités qui relèvent d'autres champs thématiques (voir Tableau 2).

Par rapport aux axes stratégiques de l'INRA, les recherches de l'unité sont réparties dans cinq axes, mais l'essentiel des thèmes traités s'inscrit dans l'axe "Informer le citoyen et éclairer la décision publique" (voir Tableau 3).

Tableau 2. Répartition des effectifs de l'UMR (en équivalents temps plein) selon les champs thématiques ESR-INRA (période 2000-2003**)**

	CHAMPS DU DEPARTEMENT ESR de l'INRA					
	I	**II**	**III**	**IV**	**Hors ch**	**Total**
Chercheurs	6.95	0.7	0	0.85	0	8.5
Ingénieurs	7	0	0	0	0	7
ETP chercheurs + ingénieurs	13.95	0.7	0	0.85	0	15.5
ASC	0	0	0	0	0	0
Chercheurs associés	1	0	0		0	1
Boursiers	3	0	0	0	0	3
Total Unités Chercheurs	17.95	0.7	0	0.85	0	19.5
Personnel technique et administratif	10.00	0.45	0.00	0.55	0.00	10.00

CHAMPS DU DEPARTEMENT ESR (période 2000-2003)
I. PRODUCTION, MARCHES ET ECHANGES AGRICOLES
II. TRANSFORMATION ET DISTRIBUTION DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES
III. CONSOMMATION ET MODES DE VIE
IV. ENVIRONNEMENT ET ESPACES RURAUX

Organisation scientifique INAPG. L'UMR s'inscrit dans le département "Sciences économiques et sociales" de l'INAPG. Le principal recoupement institutionnel est avec la Chaire d'économie et gestion, à laquelle appartiennent les enseignants chercheurs de l'UMR et où ils effectuent leur activité d'enseignement. L'arrivée, au 1er janvier 2002 de Laurence Roudart, appartenant à la Chaire d'agriculture comparée (où elle continue d'effectuer ses activités d'enseignement) montre cependant que l'UMR travaille sur des thématiques qui ne recoupent pas seulement celles de la Chaire d'économie et gestion.

Tableau 3. Répartition des effectifs (en équivalents temps plein, sauf pour les enseignants associés) selon les axes stratégiques de l'INRA:

	AXES STRATEGIQUES DE L'INRA						
	A	**B**	**C**	**D**	**E**	**F**	**Total**
Chercheurs	0.8	0	0	0	0.2	8	8.5
Ingénieurs	0	0	0.7	0	0	4.3	5
ETP chercheurs + ingénieurs	0.8	0	0.7	0	0.2	12.8	13.5
ASC	0	0	0	0	0	0	0
Chercheurs associés	0	0	0	0	0	0	0
Boursiers	0	0	0	0	0	4	4
Personnel unités mixtes.							
Chercheurs	0	0	0	0	0	5	5
Ingénieurs	0	0	0	0	0	0	0
Boursiers	0	0	0	0	0	0	0
Total	0.8	0	0.7	0	0.2	21.8	23.5

AXES

A. *Améliorer le cadre de vie, préserver l'environnement et produire durablement.*
B.*Améliorer l'alimentation humaine, préserver la santé des consommateurs, comprendre leurs comportements.*
C. *Diversifier les produits et leurs usages, améliorer leur compétitivité.*
D*. Développer les stratégies génériques pour la connaissance du vivant.*
E*. .Adapter les espèces, les pratiques et les systèmes de production à des contextes changeants.*
F*.Eclairer la décision des acteurs publics et privés, comprendre leurs organisations, en dégager les significations.*

2.2 Thèmes de recherche de l'UMR

Deux grands axes structurent les activités de l'UMR.

- ***Economie de la production, environnement et évolution de l'agriculture***, avec notamment des travaux micro-économiques liés à la politique agricole : conséquences des modifications de la PAC, impacts du changement technique, effets de mesures prises dans le cadre de la lutte contre l'effet de serre, valorisation non alimentaire des produits agricoles, etc. Ces travaux reposent en particulier sur la mise au point et l'emploi d'outils de simulations (recherche opérationnelle, économétrie) au niveau de groupes d'exploitations agricoles, de régions ou encore national. Ils privilégient le secteur des grandes cultures mais comprennent également des modèles multisectoriels et des approches plus larges tenant compte de l'innovation technique. L'aide à la décision dans les exploitations agricoles ou dans un cadre collectif (approche multi-agents) fait également l'objet de travaux. Enfin sont par ailleurs développées des investigations plus globales portant sur la dynamique d'évolution de l'agriculture et de son modèle productif ainsi que sur les impacts, enjeux et perspectives des biotechnologies et des OGM. Ce premier axe correspond à l'Activité Compact 202 dans le schéma INRA de programmation de la recherche (voir encadré 1).
- ***Economie internationale et régulation publique***, qui structure les travaux sur les échanges, la protection et les normes dans la perspective de négociations commerciales. Ces travaux sont menés en collaboration avec des décideurs publics (ministères, Commission européenne). Ils incluent la construction de larges bases de données ainsi que des modèles mathématiques du secteur. Cet axe est représenté par l'Activité Compact 205 dans le schéma de programmation de la recherche INRA, activité présentée en encadré 2. Depuis la création de l'UMR, un nouveau pôle émerge, plus spécifiquement sur l'économie de la réglementation publique.

Encadré 1 : Activité Compact 202 :

Modélisation économique des exploitations, environnement et évolution de l'agriculture

Résumé Les recherches menées visent à analyser les relations entre les systèmes de production agricole et leur environnement physique, économique, politique, technique, et réglementaire. Les thèmes de travail concernent les champs suivants :

- Evaluation des réponses de l'offre agricole en termes de revenus, de productions et d'assolements à des modifications des prix ou des mesures de politique agricole. Les simulations, basées principalement sur les modèles de programmation mathématique, permettent de simuler l'impact de divers instruments de politiques agricoles à différentes échelles (exploitation, région, France, Europe).

- Evaluation des dimensions environnementales des mesures de politique agricole. Ce volet passe par l'estimation des impacts sur l'environnement des politiques considérées (applications : biocarburants, agriculture de précision, techniques culturales simplifiées, émissions de gaz à effet de serre, stockage de carbone). Il permet aussi une évaluation des coûts de réduction de la pollution. L'intégration des interactions agriculture/environnement fait appel au couplage de modèles économiques et agronomiques et à des systèmes d'information géographique.

- Analyse de la formation, des disparités et de la concentration des revenus agricoles à partir des données comptables du RICA.

- Etude de la dynamique et des perspectives d'évolution de l'agriculture et de son modèle productif, et notamment des impacts, enjeux et perspectives des biotechnologies et des OGM.

Mots clés: Economie de la production ; économie des exploitations agricoles ; politique agricole ; Politique Agricole Commune ; revenu agricole ; grandes cultures ; céréales ; modélisation ; programmation mathématique ; valorisation non alimentaire ; énergie ; biocarburant ; effet de serre ; changement climatique ; stockage de carbone ; Système d'Information Géographique ; innovation ; changement technique ; prospective ; système de production ; agriculture durable ; biotechnologie ; OGM ; culture transgénique.

Objectifs :

- Evaluation des conséquences des réformes de la politique agricole au niveau des exploitations et à des niveaux plus agrégés : régions, France, Europe.

- Evaluation des enjeux environnementaux et des impacts des politiques agri-environnementales.
- Meilleure connaissance de la situation des exploitations agricoles (notamment en termes de formation et de disparités des revenus).
- Anticiper les évolutions des systèmes productifs agricoles compte tenu des évolutions de la demande et du contexte socio-économique et technique (applications aux biotechnologies).

Contexte scientifique et technique En période de changements techniques, économiques et politiques rapides et profonds, il est important d'analyser la dynamique des systèmes productifs agricoles. La spécificité des travaux de L'UMR CONSISTE selon les cas en :

- une approche par la programmation mathématique qui permet d'évaluer de manière quantitative les impacts des politiques agricoles sur l'offre ;

- un couplage de modèles économiques, de modèles agronomiques (en relation avec les disciplines techniques de l'INRA) et de systèmes d'information géographique ;

- une recherche de l'amélioration de la représentativité des modèles et de leur adéquation avec les évolutions structurelles et techniques ;

- une analyse fine du fonctionnement des exploitations et un suivi de leurs résultats ;

- une approche systémique au niveau des exploitations et une vision prospective de la dynamique d'évolution de l'agriculture.

Enjeux socio-économiques Les changements récents de la PAC, la pression vers une diminution des instruments de soutien"couplés", l'importance croissante des performances environnementales et les avancées technologiques notables que connaît l'agriculture impliquent des modifications profondes des systèmes de production agricole. Les recherches visent à analyser de manière prospective les enjeux de ces évolutions, notamment en termes de revenus des agriculteurs, d'intérêt relatif de différentes productions, d'emploi des intrants, d'utilisation des sols, d'évolution structurelle des exploitations, et de dynamique générale du devenir de l'agriculture.

Encadré 2 : Activité Compact 205

Régulation publique du secteur agricole et échanges internationaux

Résumé

L'activité "Régulation publique et échanges internationaux" structure les travaux sur les échanges, la protection et les normes et réglementation, dans la perspective des réformes de la Politique Agricole Commune et des négociations internationales. Ces travaux incluent la construction de larges bases de données ainsi que des modèles mathématiques du secteur.

Les thèmes abordés portent sur la politique agricole, les échanges et l'environnement. Ils incluent des travaux sur l'efficacité des différents instruments de politique, sur l'accès au marché de l'Europe et des pays tiers, sur l'interface entre les problèmes de commerce international et la politique agricole commune. Les travaux menés comprennent :

- une analyse économique des réglementations et de leur impact sur le bien-être avec des outils de l'économie industrielle.

- des bases de données sur les échanges internationaux et la protection.

- des travaux analytiques et de modélisation sur les effets des négociations internationales sur le commerce (négociations régionales et multilatérales).

Mots clés

Réglementation ; économie publique ; politique agricole, Politique Agricole Commune ; commerce international ; information imparfaite ; échanges internationaux ; barrière tarifaire ; barrière non tarifaire ; OMC ; alimentation animale ; changement climatique ; base de données ; protectionnisme ; droit de douane ; concurrence économique ; économie internationale ; marché

Objectifs

- Faire progresser les connaissances académiques en matière de commerce international, d'internalisation des externalités, et de politique optimale dans le domaine de l'agriculture

- Appuyer les décideurs publics français et européens en ce qui concerne les négociations internationales sur le commerce, sur le changement climatique et plus généralement les questions concernant la politique agricole commune.

Enjeux socio-économiques

Les travaux menés permettent d'identifier les bénéfices et les limites de différents instruments réglementaires et commerciaux en terme de bien-être. Une attention particulière est portée sur les aspects internationaux car, dans une perspective de globalisation des échanges, les questions sur le mode d'intervention de l'Etat et sa légitimité sont déterminantes dans tous les débats à l'Organisation mondiale du commerce. De ce fait, un ensemble de travaux de cette activité cherche à mesurer l'effet de négociations internationales sur les échanges, les prix, les revenus et le bien-être des agents.Les négociations internationales sous l'égide de l'Organisation Mondiale du Commerce, ou encore les négociations sur le changement climatique, tout comme l'élargissement de l'Union Européenne ou simplement les contraintes budgétaires qui imposent une baisse des sommes consacrées à l'agriculture, risquent de nécessiter des ajustements profonds du secteur agro-alimentaires. Dans tous ces cas, la décision publique a besoin d'instruments économiques et statistiques (bases de données, modèles de simulation) ainsi que d'une expertise à long terme sur la politique agricole commune, les échanges et les modes d'intervention de l'Etat.

3 Principaux résultats (par activité Compact)

3.1 Activité Compact 202 : Modélisation économique des exploitations, environnement et dynamique d'évolution de l'agriculture

3.1.1. Modélisation des politiques agricoles

Travaux et résultats. Les travaux sur l'économie de la production agricole qui rentrent dans cette activité regroupent des modélisations régionales, nationales et communautaires, de type technico-économique. Il s'agit soit de modèles régionaux d'offre agricole (modèle "MAORIE" d'offre de grandes cultures sous la responsabilité de J.C. Sourie; modèle "MEUSE" sous la responsabilité de J.P. Butault); soit de modèles régionaux agrégés au niveau national (modèle "AROPAJ" sous la responsabilité de P.A. Jayet), soit au niveau communautaire (modèle d'offre de grandes cultures sur 36 régions de l'Union européenne, sous la responsabilité de J.P. Butault; version européenne du modèle AROPAJ sous la responsabilité de P.A. Jayet).

Les modèles régionaux ont servi de base à des collaborations sur des sujets spécifiques. En partenariat avec le Centre technique sur les oléagineux (CETIOM) des investigations ont porté spécifiquement sur ces productions. Des travaux ont été réalisés en collaboration avec le Ministère de l'agriculture sur les effets de réformes de l'Agenda 2000 sur les revenus des grandes cultures, puis des simulations des effets des diverses propositions de réforme de la PAC lors des négociations 2002-2003. Les travaux de l'UMR ont ainsi joué un rôle important dans les études qui ont contribué à l'élaboration de la position française lors du compromis de juin 2003.

Des travaux en collaboration avec l'Association générale des producteurs de maïs ont permis d'évaluer les impacts sur l'offre de maïs d'hypothèses de taxation de l'eau d'irrigation et de régionalisation des primes. A la demande de l'agence de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et pour la mission "Levy-Couveinhes" les coûts d'opportunité des productions non alimentaires et des "biocarburants" ainsi que le surplus des producteurs agricoles ont été analysés de manière plus précise grâce aux modèles régionaux (travaux sous la responsabilité de J.C. Sourie).

Les modèles régionaux et nationaux sont, à diverses échelles, utilisés pour effectuer différentes simulations liées à la réforme de la Politique Agricole Commune de 1999 et de réformes à venir. Ils montrent les effets contrastés de l'Agenda 2000 réformé sur les productions d'oléagineux et de céréales (J.C. Sourie, P.A. Jayet). Les modèles régionaux sous la responsabilité de J.P. Butault et P.A. Jayet ont été intégrés à une collaboration internationale, sous l'égide de la Commission Européenne. Ils ont servi, avec des travaux anglais, italiens et allemands, à créer un modèle européen qui intègre à la fois l'aspect "production animale" et "végétale". Ce programme ("Eurotools") dont l'objet principal est l'évaluation des politiques agricoles à différents niveaux (exploitation, région, Etat membre et Union Européenne) et qui se fonde une modélisation de type "Programmation mathématique", a bénéficié d'un financement communautaire. Le modèle issu de cette collaboration est utilisé pour simuler des scénarios de réforme de politique agricole, par exemple de sortie des quotas laitiers. Au sein de l'UMR il a également été utilisé pour des scénarios de politique agricole intégrant des instruments de lutte contre l'effet de serre (sous la responsabilité de P.A. Jayet). Une version pour l'Union européenne à 15 membres a été réalisée en 2001 à la demande de la Direction Générale Agriculture de la Commission (101 régions, 734 groupes types) pour étudier les impacts des différentes réformes envisageables pour les organisations communes de marché (P.A. Jayet).). Cette version a également été utilisée à la demande de la Direction de la Prévision pour une première étude prospective des impacts du découplage à partir des éléments de la réforme en discussion en 2002. La collaboration avec d'autres avec d'autres équipes se poursuit, en 2004 dans le cadre d'un programme européen GENEDEC.

D'autres travaux sur l'évolution des exploitations concernent la formation et les disparités de revenus agricoles (J.P. Butault, N. Delame). Des analyses sur les inégalités de revenu ont ainsi été menées au niveau de l'Union Européenne avant et après la réforme de la PAC en modélisant notamment l'effet du passage d'une aide à l'hectare sur ces inégalités. En France, le champ de recherche s'est élargi au revenu des ménages agricoles, grâce à un raccordement du Réseau d'information comptable et d'une enquête fiscale, en examinant notamment le rôle de la pluriactivité sur les disparités et sur le financement des exploitations. Des recherches complémentaires sont à l'heure actuelle engagées sur le processus de croissance des exploitations.

Les travaux de modélisation de l'offre trouvent également leur application sur le thème de la faisabilité économique des filières non alimentaires, en particulier sur les biocarburants. Un modèle d'équilibre partiel (OSCAR, optimisation du surplus carburants agricoles renouvelables) a également été mis au point (sous la responsabilité de J.C. Sourie). Il n'existait pas encore de modèle économique de ce type en la matière. L'originalité de cet instrument est la suivante : une modélisation détaillée de l'offre agricole fondée sur le modèle MAORIE, des transformations industrielles (prise en compte des effets d'échelle), de la demande en co-produits par l'alimentation du bétail et de la demande en biocarburants. Cet instrument permet d'estimer le coût d'opportunité des biocarburants, le surplus des producteurs, de comparer les filières, de réfléchir à différentes allocations de la défiscalisation entre filières. Plus généralement, les travaux sur la filière biocarburants donnent lieu à une analyse des effets économiques d'une politique de soutien aux énergies issues de la biomasse, du point de vue de l'intérêt public. L'UMR participe à ce titre au Réseau d'Excellence européen sur les biocarbutants.

Une approche multicritère a été introduite pour comparer différentes stratégies des acteurs sur la base du surplus et pour prendre en compte les impacts de la production de biocarburants sur le bilan des gaz à effet de serre (S. Rozakis). Ce modèle a d'ores et déjà été utilisé dans le cadre d'études économiques de scénarios de politique dans le cadre de la Participation à la mission Levy-Couveinhes sur les filières biocarburants (demande des services du Premier Ministre). Il contribue également aux travaux de l'UMR dans le cadre du groupement d'intérêt scientifique AGRICE, en collaboration avec l'ADEME. Ces approches trouvent leur prolongement dans des travaux intégrant l'évaluation non seulement du secteur de production mais aussi de la transformation des biocarburants. Est en particulier traité le problème de l'évaluation économique d'une filière éthanol de paille avec l'ADEME (J.C. Sourie et S. Rozakis). L'UMR participe également à deux programmes européens sur ce thème, l'un financé par la direction Energie et transport sur la faisabilité de la production de bioéthanol, l'autre sur le programme communautaire "Intégration de cultures alternatives et analyse spatiale" (S. Rozakis).

Diverses évolutions techniques ont été aussi étudiées au niveau micro-économique, ainsi par exemple l'agriculture de précision (J.C. Hautcolas) et les techniques de conservation des sols (ou techniques culturales simplifiées (A Revel)).

Apports méthodologiques. L'ensemble de ces travaux de modélisation de l'offre agricole a donné lieu au développement de méthodes spécifiques. Ainsi le modèle "MEUSE" repose sur une technique combinant la programmation linéaire classique, avec la programmation mathématique positive, l'introduction de fonctions flexibles pour endogénéiser les rendements, et une prise en compte de l'agrandissement structurel des exploitations. Les travaux récents de J.C. Sourie et S. Rozakis intègrent des innovations méthodologiques (programmation multicritère en collaboration avec des chercheurs du LAMSADE, Université de Paris IX-Dauphine). Les scénarios de mise en place d'instruments destinés à réduire l'effet de serre tiennent compte des dimensions stratégiques des problèmes à la frontière de l'agriculture et de l'environnement. Ces développements examinent en particulier les possibilités d'accords environnementaux stables dans le cas du changement climatique et font appel à de la théorie des jeux coopératifs et non-coopératifs (S. De Cara et P.A. Jayet). Les travaux en cours (P.A. Jayet, S. Rozakis) intègrent en outre des couplages avec des modèles agronomiques et des systèmes d'information géographique.

3.1.2 Agriculture et changement climatique

Les travaux de l'UMR consistent aussi à appréhender la relation à double sens entre l'agriculture et le changement climatique.

La première étape de ces travaux vise prioritairement à estimer les potentiels de réduction des émissions dans le secteur agricole français et européen ainsi que les coûts d'abattement associés. Il s'agit ainsi de proposer et d'évaluer des modes de régulation opérationnels des émissions d'origine agricole qui tiennent compte des dispositifs à l'oeuvre de la PAC, de la diversité des conditions technico-économiques de production et de l'état des connaissances scientifiques sur la relation entre activités agricoles et émissions de GES.

L'analyse des coûts de réduction des émissions est une dimension essentielle dans le choix du régulateur public qui doit décider des actions et instruments à mettre en place dans le secteur agricole pour un objectif environnemental donné. Ces estimations permettent en particulier de relier la structure de ces coûts aux orientations technico-économiques des exploitations et ainsi identifier les types d'exploitations susceptibles de supporter les coûts de réduction les plus élevés.

A partir de modèle d'offre européen décrit plus haut, les travaux de l'UMR ont ainsi permis d'analyser les implications des politiques visant à réduire les émissions françaises d'origine agricole (P.A Jayet, S. De Cara). Différents schémas de taxation ont notamment été évalués (taxes sur les émissions nettes, taxe sur l'alimentation animale ou les effectifs). Ont notamment été prises en compte dans les diverses évaluations la possibilité d'afforester les terres en jachères, les difficultés informationnelles liées aux émissions de méthane dans l'élevage et la répartition des coûts marginaux d'abattement pour un objectif de réduction donné.

L'un des aspects importants et controversés de cette question tient à la séquestration du carbone (sols agricoles et/ou biomasse aérienne). La participation de chercheurs de l'UMR (P.A Jayet, S. De Cara) à l'expertise collective sur la séquestration du carbone dans les sols agricoles témoigne de l'implication de l'équipe sur ces thèmes. Ces travaux sont actuellement prolongés par une approche prenant en compte explicitement la dynamique de l'utilisation des sols et des stocks de carbone (S. De Cara, S. Rozakis).

Ces travaux ont été soutenus successivement par la Mission Interministérielle sur l'Effet de Serre (MIES, Pierre-Alain Jayet) et différents programmes financés par les programmes Gestion et Impacts des Changements Climatiques (GICC, Pierre-Alain Jayet, Stéphane De Cara, Caroline Godard). Ils constituent en outre une base importante de la contribution de l'UMR (Pierre-Alain Jayet) à un STREP financé dans le cadre du FP 6 (INSEA, coordonné par l'IIASA) centré sur la modélisation intégrée de la séquestration du carbone et des émissions de gaz à effet de serre. L'impact sur les émissions de gaz à effet de serre d'origine agricole de la réforme de la PAC est en outre une des dimensions du projet GENEDEC (STREP coordonné par P.A. Jayet) dans le cadre également du FP6.

Dans le cadre de sa thèse, C. Godard (thèse co-financée par l'ADEME) étudie les possibilités de couplage d'un modèle agronomique (STICS) au modèle d'offre agricole de nature micro-économique. Ces possibilités de couplage devraient permettre de calibrer des fonctions de réponse des rendements aux apports azotés. Ces travaux donnent lieu à une collaboration importante des chercheurs de l'UMR avec les équipes d'agronomie d'Avignon (N. Brisson), INFOSOL à Orléans (D. Arrouays) et DMOS (J.M. Gillot). Ils s'intègrent en outre dans l'action menée par l'INRA sur les changements climatiques et l'effet de serre (MICCES).

Ce couplage devrait servir de base à des travaux prenant en compte explicitement les effets du changement climatique sur les systèmes de production agricoles (thèse de E. Debove, Igref, débutée fin 2003).

3.1.3. Dynamique d'évolution de l'agriculture

Des travaux de l'UMR visent aussi à mieux connaître la dynamique d'évolution de l'agriculture, notamment les transformations du modèle productif agricole qui fait l'objet actuellement d'importants questionnements de la part de la société.

Un observatoire des conditions économiques dans lesquelles évoluent les exploitations de grande culture fonctionne depuis une longue période dans l'UMR, en lien avec le Réseau d'information comptable agricole (G. Millet et J.B. Duclos). Cette source, résultant d'enquêtes et de suivis de comptabilités, est l'une des rares qui soit détaillée sur un plan analytique (marges et suivis par cultures) et qui permette de disposer d'informations conjoncturelles sur la situation et les performances économiques des exploitations de grande culture, et cela sur une période assez longue permettant un suivi.

Ces travaux ont été complétés par une large étude dans le cadre de la partie française du programme européen "IDEAS" (sous la responsabilité d'A. Revel), qui identifie les exploitations agricoles où la diversification des activités (production ou technique de production non conventionnelle, agriculture raisonnée ou biologique, transformation, vente directe, accueil à la ferme et agrotourisme, entreprises de travaux agricoles, de conseil, de services biologiques, protection de l'environnement, défense contre l'incendie, etc.) est significative. Sont abordés, par le biais d'études locales et d'enquêtes, les effets sur le plan agronomique, environnemental, économique et social. Ceci doit permettre de mettre en place des scénarios prospectifs de l'évolution des exploitations agricoles dans le cadre plus général du développement rural, et de mieux mesurer l'effet d'un déplacement des soutiens publics de la production vers un encouragement à des aspects plus "multifonctionnels".

Enfin sont aussi développées des approches plus transversales et plus globales sur la dynamique de l'évolution technologique de l'agriculture ainsi que sur les applications, les impacts, les enjeux et les perspectives des biotechnologies, en particulier des cultures transgéniques (S. Bonny). Les aspects abordés concernent notamment la dynamique d'évolution de l'agriculture et de son modèle productif.

Cette thématique vise à analyser l'évolution récente des demandes adressées à l'agriculture, en particulier les questionnements et les critiques souvent formulées aujourd'hui en matière de qualité et de sécurité des aliments et les réponses apportées par les acteurs concernés. On examine divers facteurs explicatifs du questionnement envers le type d'agriculture et d'alimentation actuel et des solutions proposées. Des investigations ont été aussi menées sur les processus d'artificialisation du milieu naturel par l'agriculture et sur les diverses voies proposées pour une meilleure intégration agriculture/territoire.

Les impacts, enjeux et perspectives des biotechnologies et des OGM font également l'objet de recherches. Les travaux ont surtout abordé trois thèmes :

- Impacts des biotechnologies sur l'agriculture en termes de durabilité et de bilan bénéfices/risques. L'objectif est d'appréhender si les biotechnologies peuvent contribuer à une évolution de l'agriculture vers une plus grande durabilité.
- Perspectives d'évolution des cultures transgéniques compte tenu de divers facteurs, notamment socio-économiques (comme le mouvement de refus des OGM), scientifiques et techniques (en particulier les avancées attendues dans le domaine du génie génétique et de la génomique).
- Bilans agro-économiques des premières cultures transgéniques. On a plus particulièrement examiné le cas du soja tolérant à l'herbicide glyphosate (soja "Roundup Ready") qui représentait en 2003 plus de la moitié des surfaces mondiales en soja, et aux USA 81 % de la sole en soja. Les facteurs qui expliquent sa progression rapide depuis son introduction en 1996 ainsi que ses divers impacts et les enjeux soulevés font en particulier l'objet d'investigations. On a aussi analysé ses avantages et ses inconvénients pour les agriculteurs américains, ainsi que ses perspectives.

Quelques publications illustrent les travaux réalisés :

- Programmation mathématique positive et offre de céréales et d'oléagineux dans l'Union européenne sous l'agenda 2000 *Barkaoui, A. ; Butault, J.P.* Paru dans *Economie et Prévision*
- Bio-fuel production system in France : an economic analysis. *J-C Sourie, S Rozakis*. Paru dans *Biomass and Energy*.
- Determining efficient tax credit policies for greenhouse gases abatement through multi-criteria modelling of the bio-fuels chain in France. *Rozakis, S. ; Sourie, J.C. ; Vanderpooten, D.* Présenté à la C*onference on Sustainable Energy, Wageningen University, 2001*.
- Emissions of greenhouse gases from agriculture : the heterogeneity of abatement costs in France. *De Cara, S. ; Jayet, P.A.* paru dans *European Review of Agricultural Economics*
- Evolution des politiques agricoles et adaptations des exploitations de grande culture. Rapport Final Contrat, *JC Sourie, G Millet, E Kervégant. P Bonnafous*, contrat avec le ministère de l'agriculture.
- Les résultats en grande culture : marges des cultures et résultats des exploitations spécialisées en grande culture des régions Ile-de-France, Centre et Midi-Pyrénées. *Duclos, J.B. ; Millet, G. Publication annuelle INRA Grignon.*
- Évaluation et régulation de l'effet de serre d'origine agricole. *De Cara, S. et Jayet, P.-A. (1999)*. paru dans *L'Actualité Économique*.
- Agriculture et effet de serre : régulation économique des impacts croisés et combinaison des politiques agricole et environnementale – *P.A. Jayet, coordinateur, 2002.* Analyse pour la France et extension pour l'Union Européenne. Rapport final, étude réalisée pour le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (appel à propositions GICC).
- Bonny S. 2002. Le succès des cultures transgéniques aux USA: facteurs explicatifs et perspectives, paru dans *Economie Rurale*

(Voir la bibliographie annexe).

3.2 Activité Compact 205 : Régulation publique et échanges internationaux

Travaux et résultats. Les travaux menés permettent d'identifier les bénéfices et les limites de différents instruments réglementaires et commerciaux en terme de bien-être. Une attention particulière est portée sur les aspects internationaux car, dans une perspective de globalisation des échanges, les questions sur le mode d'intervention de l'Etat et sa légitimité sont déterminantes dans tous les débats à l'Organisation Mondiale du Commerce. De ce fait, un ensemble de travaux de cette activité cherche à mesurer l'effet de négociations internationales sur les échanges, les prix, les revenus et le bien-être des agents.

Le programme sur les comparaisons internationales en agriculture, engagé depuis 1991 par l'unité propre INRA en collaboration avec l'Economic Research Service du département américain de l'agriculture (USDA) s'est poursuivi dans le cadre de l'UMR. Il porte sur les comparaisons internationales de prix et de productivité. Il a montré une évolution de la productivité totale des facteurs plus défavorable dans l'Union européenne qu'aux Etats-Unis, ce qui peut avoir de fortes conséquences sur la compétitivité à long terme. En terme de comparaison en niveau, la France reste relativement bien placée par rapport à d'autres pays européens. Ces travaux ont été poursuivis récemment par des mesures fines sur les prix de la terre et sur la main d'oeuvre qui intègrent les caractéristiques de qualité. Ils ont donné lieu à plusieurs publications (J.P. Butault et J.C. Bureau).

D'autres travaux portent sur l'analyse du commerce international. C'est en particulier le cas de la quantification des impacts en terme de bien-être public et de volume d'échange, des réductions de droits de douane dans le cadre de l'Uruguay round (J.C. Bureau et L. Salvatici). Des études détaillées sur les régimes d'importation des pays membres de l'Organisation Mondiale du Commerce ont permis d'inventorier les diverses méthodes utilisées par les pays tiers pour minimiser la portée des engagements contractés auprès de l'OMC, dans le cadre d'une collaboration étroite avec le Ministère de l'agriculture. Des indicateurs de restrictions aux échanges ont permis de mesurer la protection accordée par l'Union Européenne, les Etats-Unis et le Canada de manière fine, dans le cadre de travaux menés pour la Commission Européenne (projet européen FAIR CT3481). Un travail sur les quotas tarifaires a permis de montrer comment l'Union européenne remplissait ses engagements de manière plus satisfaisante que bien d'autres pays développés (J.C. Bureau, J. Gallezot, S. Drogué). Ces travaux ont permis à la délégation française de contester un certain nombre de travaux étrangers présentés dans le cadre de négociations internationales, en particulier au Comité de l'agriculture de l'OCDE, Organisation de Coopération et de Développement Economique, et à L'OMC .

Un approfondissement de la réglementatio**n tarifaire de l'Union européenne** à partir de la base TARIC (Tarif intégré commun) a conduit à la réalisation d'un logiciel d'analyse des droits de douanes et des subventions à l'exportation portable sur toutes plates-formes Windows (J. Gallezot). Cette recherche montre que la réalité de la tarification qui s'applique sur les marchés européens est encore différente de celle qui est négociée dans un cadre multilatéral. Le taux de protection doit s'apprécier en tenant compte d'une part des marchés régis par des contingents et d'autre part de ceux bénéficiant d'un accès préférentiel notamment accordé aux pays émergeants. En exploitant les déclarations administratives des entreprises, on s'aperçoit que près de la moitié des importations agricoles et agroalimentaires se fait dans le cadre d'accords préférentiels. L'accès au marché de l'Union européenne est de ce fait avec un taux de protection de 10.5% beaucoup plus ouvert qu'il n'y paraît. Ces travaux quantitatifs détaillés fournissent des arguments précieux aux décideurs publics. En particulier, une étude conduite par J.Gallezot sur l'accès réel au marché communautaire a bousculé les idées reçues quant à la "forteresse Europe" souvent dénoncée. Ce travail a été très largement utilisé par les commissaires Lamy et Fischler dans le cadre du cycle de négociation de Doha (cette étude a fait pendant plusieurs semaines le sommaire des sites web des deux directions de la Commission en 2003).

Des travaux ont concerné la **formalisation des effets de création et détournement des échanges** en tenant compte du rôle que joue l'industrie de transformation (J. Gallezot). Cette recherche a permis de simuler les effets potentiels sur les courants d'échanges agricoles et agroalimentaires d'une suppression des barrières tarifaires entre l'Union européenne et les pays d'Europe centrale et orientale. Ce travail réalisé à la demande du Ministère de l'agriculture a permis d'alimenter la proposition française d'une négociation "double zéro" (zéro taxe – zéro subvention) pour préparer le processus d'élargissement à l'est.

En outre, plusieurs travaux ont mesuré "l'escalade tarifaire", c'est-à-dire la protection accordée sur la partie "valeur ajoutée" des produits transformés, l'Union européenne étant accusée de limiter les possibilités de transformation des produits dans les pays en développement du fait d'une protection plus élevée sur les produits transformés.

Afin de disposer d'outils de simulation allant au au-delà des bases de données et des indicateurs précédemment mentionnés, l'UMR utilise pour des expertises des **modèles développés dans le cadre de collaborations internationales**. Elle a ainsi investi des moyens humains dans l'utilisation du modèle GTAP (Global trade analysis project) de l'Université de Purdue (S. Drogué). L'UMR a ainsi développé une collaboration très étroite avec le Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, dans le cadre d'un groupement d'intérêt scientifique (GIS "politiques commerciales" avec l'INRA, le CEPII, et les directions des relations économiques extérieures -DREE- et de la prévision -DP- du Ministère de l'économie). Le modèle Mirage-version agricole a ainsi été développé dans le cadre de cette collaboration (publications de Bouet et al).

Cette analyse quantitative du commerce international a été développée par des travaux plus conceptuels, dans le but de rationaliser une intervention publique qui peut se justifier par de possibles défaillances du marché.

Des travaux ont ainsi porté sur le commerce international avec des structures non concurrentielles. Plus précisément, ils ont porté sur les monopoles publics. Le commerce d'Etat est une préoccupation importante au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce. En effet, certaines organisations d'Etat bénéficient d'un monopole sur la commercialisation, l'importation ou l'exportation de certaines denrées alimentaires, comme c'est le cas par exemple pour le Canada et l'Australie. Il a été montré que ce type d'organisation peut s'apparenter à un soutien aux producteurs nationaux et à des subventions à l'exportation cachées. L'entrée de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce donne à cette question une importance toute nouvelle. Le rôle des monopoles publics sur les marchés mondiaux a ainsi été étudié en collaboration avec le Ministère de l'agriculture (S. Marette). Ce travail a donné lieu à plusieurs notes ministérielles qui ont appuyé la position française à l'OMC et auprès de l'OCDE.

Des travaux ont également traité du commerce international de produits différenciés. Les préférences des consommateurs vis à vis de certains attributs de qualité peuvent différer entre les pays. Des réglementations différentes sont souvent accusées de freiner le commerce et, derrière l'argument de la protection des consommateurs, de n'être que des barrières non tarifaires. Cette thématique a donné lieu à une série de travaux traitant de conflits opposant les Etats Unis et l'Europe. Dans un cadre plus général, qui aborde l'ensemble des différends soulevés par les réglementations sanitaires et phytosanitaires, ces travaux ont donné lieu à une réflexion sur la place de l'analyse économique dans le règlement des différends à l'OMC, et sur ce que les règles du commerce international devraient considérer comme barrière non tarifaire (J.C Bureau, E. Gozlan, S. Marette, B. Coestier).

D'autres travaux portent sur le commerce international en présence d'incertitude sur la sécurité des produits. Le rôle de l'Etat est d'assurer aux citoyens une consommation de produits sains, satisfaisant également aux critères de qualité pour lesquels ils ont payé. Dans certains cas, mais pas tous, ceci peut être assuré par des mécanismes de marché, l'Etat pouvant se reposer sur des phénomènes de réputation ou favoriser la communication. Les travaux menés incluent une comparaison de différents instruments publics (labels, standard minimal de qualité, responsabilité civile du vendeur), en terme de bien-être pour la société. Il est montré que certains instruments réglementaires ne sont pas adaptés à des produits se rapprochant des "biens de croyance" (hormones, résidus de pesticides, aflatoxines, etc.), alors que, lorsque les consommateurs détectent la qualité dans un délai raisonnable, il est possible de s'appuyer sur des phénomènes de réputation commerciale pour assurer la sécurité des produits à un moindre coût pour la société. Des critères d'appréciation de ces catégories sont proposés, qui donnent un cadre général pour la définition de réglementations publiques efficaces dans le domaine sanitaire (B. Coestier, E. Gozlan, S. Marette).

Ces travaux ne se sont pas limités à traiter des aspects internationaux mais ont donné l'occasion de développer des thèmes portant sur l'action de l'Etat dans la réglementation du secteur agroalimentaire au niveau national. Ainsi, des travaux ont porté sur les politiques d'information publique veillant à l'équilibre budgétaire. Différents instruments de financement (impôts, contribution par unité ou contribution fixe imposée aux producteurs) ont été comparés en prenant comme critère de décision le bien-être collectif (i.e., somme des gains des acheteurs et des vendeurs). La question du financement se pose directement pour les questions de traçabilité, de filière non-OGM, de prise en charge des tests de détection de prions.

Les résultats montrent l'importance de la structure de concurrence et de la structure des coûts de certification garantissant la crédibilité de l'information dans le choix de la politique optimale de financement. Une transmission d'information volontaire des vendeurs est suffisante en situation de concurrence, alors qu'une transmission d'information obligatoire peut être nécessaire en situation de monopole. Une taxe par unité vendue permet de maintenir une situation concurrentielle, alors qu'une taxe fixe en situation de monopole limite les distorsions (S. Marette). Ces travaux sont étendus en intégrant la possibilité de recourir à des formes de réglementation ex post des comportements des agents économiques en matière sanitaire et environnementale, en particulier en utilisant des procédures de responsabilité civile (B. Coestier).

Autres acquis scientifiques. Les bases de données sur les échanges et les droits de douane sont un produit important de l'UMR. Une partie de ces travaux a été réalisée pour le compte de la Commission Européenne (ils alimentent la base de données "Agricultural market access database", voir www.amad.org). Elles sont utilisées quotidiennement par la Commission et par la Banque InterAméricaine de Développement (J.C. Bureau, S. Drogué, Y. Chahed). Une autre partie, qui porte plus précisément sur le respect des engagements internationaux par les pays tiers, a été réalisée en collaboration avec le Ministère de l'agriculture (J.C. Bureau). En outre, une investigation approfondie des mécanismes de la tarification européenne a été engagée (J. Gallezot). En matière de produits agricoles et agroalimentaires les mécanismes tarifaires sont relativement complexes et sont et seront au cœur des débats des futures négociations multilatérales. Cette recherche a débouché sur la réalisation d'un logiciel (TARAGRO, réalisé par J. Gallezot et M. Harel) qui permet un suivi sur plusieurs années de la tarification et une approche au plus près du droit applicable (nomenclature à 10 chiffres) C'est aussi un logiciel d'analyse qui permet de calculer un équivalent ad-valorem des droits complexes (droits spécifiques et droits additifs), soit au niveau des lignes tarifaires soit sur une catégorie de regroupement (Pays – zones préférentielles, produits, etc..), définie par l'utilisateur

L'engagement dans la thématique "commerce international" de l'UMR s'est également traduit par un investissement dans l'acquisition des techniques de modélisation en équilibre général calculable (J.C. Bureau, S Drogué) et par l'organisation à l'INAPG d'un séminaire sur ce thème animé par Jean Mercenier de l'Université de Cergy, auquel ont également assisté des chercheurs du Centre international de recherche sur l'agriculture et le développement (CIRAD) et des enseignants hors UMR.

Quelques publications illustrent les travaux réalisés :

- Levels of farm sector productivity : an international comparison. Ball, V. E. ; Bureau, J.C. ; Butault, J.P. ; Nehring, R. Paru dans *Journal of Productivity Analysis*
- Comparing EU and US trade liberalisation under the Uruguay Round agreement on agriculture. Bureau, J.C., Fulponi, L. ; Salvatici,L. Paru dans *European Review of Agricultural Economics*
- WTO Negotiations on Market Access in Agriculture: A comparison of Alternative Tariff Cuts in the EU and the US". Bureau JC, Salvatici L. Paru dans *Berkeley Electronic Journal in Economic Analysis*
- Tariff rate quotas in the EU. Les quotas tarifaires dans l'Union européenne. Bureau, J.C. ; Tangermann, S. Paru dans *Agricultural and Resource Economics Review*
- Sanitary and technical regulations : issues for trade liberalization in the dairy sector. Réglementations sanitaires et techniques : les enjeux pour la libéralisation des échanges dans le secteur laitier. Bureau, J.C. ; Doussin, J.P. Paru dans *Canadian Journal of Agricultural Economics*
- La mise en oeuvre de l'Accord de Marrakech : le volet accès au marché. Bureau, J.C. ; Hofstetter, A. ; Chahed, Y. ; Borzeix, V. *Rapport de contrat pour le Ministère de l'Agriculture*
- How should food safety certification be financed ? Crespi, J. ; Marette, S Paru dans. *American Journal of Agricultural Economics*
- Product safety provision and consumers' information. Marette, S. ; Bureau, J.C. ; Gozlan, E. Paru dans *Australian Economic Papers*
- Accord international sur l'environnement global : stabilité, transferts et adhésion séquentielle. De Cara, S. ; Jayet, P.A. *Communication à la SCSE, Montréal (CAN)*
- Commerce international et qualité des produits. Gozlan, E. ; Marette, S. paru dans *Economie Internationale*
- "TARAGRO" Logiciel d'analyse de la tarification agricole et agroalimentaire de l'UE, Gallezot J et M. Harel (2002), *CD-Rom, Version Windows, INRA*.
- Entreprises d'État ou subventions à l'exportation : le cas du Canadian Wheat Board , Borzeix V. et Marette S., *Note de la Sous-Direction de l'Evaluation, de la Prospective et des Etudes, Direction des Affaires Financières, Ministère de l'Agriculture au SGCI*

(Voir la bibliographie en annexe)

4 Enseignement

4.1 Participation à l'enseignement de second cycle

Les enseignants-chercheurs de l'UMR ont la responsabilité d'enseignements à l'INAPG, dans lesquels interviennent des chercheurs de l'UMR sous statut INRA:

- Module "Grands problèmes économiques contemporains"
- Module d'approfondissement "Analyse économique contemporaine"
- Unité de valeur"Sécurité alimentaire mondiale"
- Ils participent également aux Unités de valeur "Gestion des entreprises", et "Gestion de la qualité", au troisième cycle "Economie et gestion de l'entreprise" ainsi que de nombreuses interventions ponctuelles dans d'autres unités de valeur de l'INAPG.

Les enseignants-chercheurs de l'UMR sont également responsables ou co-responsables de trois modules de première année de trois cours de tronc commun (tronc commun d'économie, tronc commun de comptabilité, tronc commun d'analyse financière), et de plusieurs modules d'approfondissements.

L'insertion de l'UMR dans l'enseignement à l'INAPG est croissante puisqu'en 2003/2004, les chercheurs de statut INRA auront effectué environ soixante dix d'heures d'enseignement à l'INAPG alors qu'ils n'en effectuaient qu'un faible nombre quatre ans auparavant.

Des chercheurs et enseignants-chercheurs interviennent également dans d'autres formations, en assurant des cours à l'Université de Marne la Vallée (E.Gozlan), l'Université de Paris 10 (B. Coestier), l'Ecole Spéciale des Travaux Publics (J.C. Bureau, puis S. Drogué), l'Ecole Supérieure des Mines de Paris (J.C. Bureau), l'Ecole Nationale du Génie Rural, des Eaux et des Forêts (J.C. Bureau, A. Revel), l'Université de Paris 6 (S. Marette), l'Université de Cergy Pontoise (J.C Bureau, P. Ramos), l'Ecole Polytechnique (A. Revel), l'Ecole Nationale d'Administration (P. Spitz), l'Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique (P.A. Jayet), Masters de l'Institut Agronomique Méditerranéen (S. Rozakis, J.M. Attonaty), Université de Montpellier 1 (S. Rozakis, J.M. Attonaty), Université Technologique de Crète (S. Rozakis), l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Rennes (S. Bonny), Université de Paris I (L. Roudart), Université de Paris XI (L. Roudart), Université de Lausanne (L. Roudart) dans ces institutions. Au total, ce sont environ 150 heures d'enseignement supérieur qu'effectuent les chercheurs INRA de l'UMR.

4.2 Formation doctorale

L'UMR est unité d'accueil de l'école doctorale Agro-alimentaire, biologie, environnement, santé (ABIES). Elle est également unité d'accueil de l'école doctorale Economie et mathématique Paris-ouest (EMPO), à laquelle appartiennent certains chercheurs titulaires d'une habilitation à diriger les recherches.

Plusieurs chercheurs de l'UMR sont particulièrement impliqués dans le Diplôme d'études approfondies (DEA) Economie des ressources naturelles, commun à EMPO et ABIES. J.C. Bureau y donne un des cours fondamentaux, P.A. Jayet un des cours de formation par la recherche, J. Priolon a co-organisé un cours optionnel, et S. Marette et L. Roudart co-organisent (avec P Bertail, Université Paris 10) un cours de formation par la recherche ouvert à l'école doctorale ABIES. L. Roudart organise pour l'ENGREF et pour l'ISAA et l'Ecole doctorale ABIES l'unité se valeur"Analyse économique de l'alimentation et des politiques publiques. L. Roudart fait un cours sur l'analyse des politiques économiques et agricoles dans les pays en développement agricole dand le DAA"Developpement agricole" de l'INAPG, ainsi que dand le DESS du même nom cohabilité avec l'université de Paris 1. Environ 50 étudiants sont formés en 2003/2004, les effectifs étant en forte progression. Cinq des thésards de l'UMR en 2000-2003 sont issus de ce DEA (S. De Cara; D. Fuentes-Castro; Y. Chahed; J.F. Hernandez-Velasquez; E. Debove). Trois recrues en CR ou IR (S. De Cara; E. Gozlan, L. Bamière) en sont également issues. L'implication de l'UMR dans ce DEA est considérable et depuis la création de l'UMR, les effectifs d'élèves ingénieurs INAPG ayant rejoint ce DEA sont en forte progression (sur 51 inscrits au DEA en 2003/2004, on dénombrait 32 ingénieurs, dont 16 agronomes).

J.Nefussi, J. Priolon et S. Andrews co-organisent la formation de troisième cycle "Diplôme d'agronomie approfondie (DAA) Economie et gestion de l'entreprise" de l'INAPG. J.Nefussi y est

également responsable d'une option "Gestion et environnement", reprise à l'avenir par J.Priolon. Environ 40 étudiants sont formés tous les ans.

J.C. Bureau intervient également dans un cours de DEA à l'Université de Cergy Pontoise, en collaboration avec Jean Mercenier, professeur à Cergy.

4.1 Accueil des post-doc, des pré-doc, des boursiers, etc.

Accueil de onze doctorants sur la période 2000-2003, sur financement externe (principalement allocations de recherche Ministère de l'éducation nationale).

- Estelle Gozlan, qui a soutenu sa thèse en 2001 (thèse dirigée par P. Picard à l'Université de Paris X) : "Négociation commerciales et qualité des produits").
- Stéphane De Cara, qui a soutenu sa thèse en 2001 (thèse dirigée par G. Rotillon à l'Université Paris X et P.A. Jayet) :"Dimensions stratégiques des négociations internationales sur le changement climatique".
- Daniel Fuentes-Castro (thèse dirigée par G. Rotillon et P.A. Jayet à l'Université de Paris X) : "Surexploitation de ressources en régime de propriété commune, sélection adverse et exclusion", 2003.
- Marjorie Le Bars, qui a soutenu sa thèse en 2003 (thèse dirigée par S. Pinson à l'Université de Paris IX) "Système multi-agent pour l'aide à la négociation entre différents acteurs pour la gestion de l'eau en agriculture".
- Youssef Chahed qui a soutenu sa thèse en 2003 (thèse soutenue à l'INAPG, dirigée par J.C. Bureau) "Mesure de l'impact de la libéralisation des marchés agricoles sur les échanges et le bien-être".
- Juan Francisco Hernandez-Velasquez, thèse en cours à l'INAPG (thèse dirigée par J.M. Attonaty et J.C. Bureau).
- Alexandre Brun a soutenu sa thèse en 2003 (thèse soutenue à l'INAPG, sous la direction de J.P. Fruit)"Les politiques territoriales de l'eau en France. Le cas des contrats de rivière dans le bassin versant de la Saône".
- Caroline Godard, thèse en cours à l'INAPG :"Approche intégrée de politiques agri-environnementales par le couplage de modèles économique et agronomique – Application à la problématique du changement climatique" sous la direction de Jean Roger-Estrade (INA/ABIES). Responsable INRA, P.A. Jayet. (Début de la thèse 01/10/2002).
- Elodie Debove, thèse en cours à l'ENGREF."Evaluation des impacts du changement climatique sur les systèmes de production agricole" sous la direction de P.A. Jayet (Début de la thèse 01/12/2003).
- Athmane Hamel, thèse en cours à l'Université de Paris IX"Modélisation et simulation multi-agents de l'évolution de la filière avicole".
- Priscila Ramos, thèse en cours à l'INAPG" Modélisation du commerce international et quantification des effets des négociations commerciales entre l'UE et le Mercosur sur la PAC" sous la direction de J.C Bureau.

4.2 Réalisation des mémoires de DEA/DESS dans l'UMR.

De nombreux étudiants ont effectué des stages à l'UMR et ont à cette occasion réalisé des mémoires de DEA ou de fin d'études d'ingénieur sous la direction d'un chercheur ou enseignant de l'UMR.

- Maria Priscila Ramos"Analyse des effets d'un accord agricole de libre-échange entre l'union européenne et le Mercosur" *Mémoire de DEA : Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles – Institut National Agronomique Paris-Grignon, EHESS, Paris ; 2003, 127p (Sous la direction de J.C. Bureau)*
- Martin Houzé"Emissions de gaz a effet de serre d'origine agricole : comptabilité et représentation spatiale" *Mémoire de DEA : Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles – Institut National Agronomique Paris-Grignon, 2003.*
- Laure Bamière"Intégration d'un module de calcul des rendements dans un modèle d'offre agricole" *Mémoire de DEA : Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles – Institut National Agronomique Paris-Grignon (sous la direction de P.A. Jayet), 2002 – Mémoires et thèses N°37, 57p.*
- Michele Donati"Principes et méthodes pour la mise en œuvre de la programmation mathématique positive" *Mémoire de DEA Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles (sous la direction de P.A. Jayet), 2001 – Mémoires et thèses N°34, 65p.*

- Nicolas Mourlon "Les contraintes environnementales et sanitaires dans la filière viti-vinicole " *Mémoire de DEA : Economie de l'environnement et des ressources naturelles - Université Paris 10, Nanterre ; ENGREF, Ecole Nationale du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Paris ; 2001, 89 p. (Sous la direction de L. G. Soler et P. A. Jayet).*
- Aubert, P. ; Bourquard, V. ; Muniesa, L. ; Ravon, M.A. "Les engagements des pays de l'UE dans le cadre de l'accord de Kyoto sur l'effet de serre" *Mémoire d'Economie appliquée - ENSAE, Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique, Malakoff ; INRA, UMR INRA-INA PG Economie publique, Thiverval-Grignon 2001, 55 p. (Sous la direction de P. A. Jayet).*
- Geoffroy Belhenniche, "L'industrie des pesticides et les Organismes Génétiquement Modifiés". *mémoire de DEA Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles", INAPG, 2001, (Sous la direction de S. Marette*).
- Ducorney F. 2003."Le soja transgénique aux Etats-Unis : facteurs de diffusion et impacts agro-économiques". *Mémoire pour le Diplôme d'Ingénieur Agronome ENSAT, Toulouse. Grignon, INRA, UMR d'Economie publique INRA-INAPG, Mémoires et Thèses N° 39, 2003 (Sous la direction de S. Bonny)*
- Martin Debaig, *mémoire de DEA Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles, INAPG, 2001* (*Sous la direction de J. Gallezot*).
- Alexandre Vialou, mémoire de DEA Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles, INAPG, 2001 (*Sous la direction de J.C. Bureau et Nanno Mulder -Cepii*).
- Elisabeth Fiac, mémoire de DAA, Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Montpellier, 2001 (*Sous la direction de A Revel*)
- Alix Chevrier, mémoire de fin d'études d'ingénieur, Institut Supérieur Agricole de Beauvais, 2001 (*Sous la direction de A. Revel*)
- Sihem Bellabes, Université Paris-Dauphine, 2003 (*sous la direction de S. Rozakis) mémoire de DEA 103 : « Méthodes scientifiques de gestion »*
- Fournel Estelle, INA/PG, 2003 (*sous la direction de Bernard Roux) Diplôme d'Agronomie Générale. « Etude des rapports entre la multifonctionnalité de l'agriculture et l'emploi dans les familles d'exploitants agricoles ».*
- Rodolphe Ghossoub, IAM Chania, 2003 (*sous la direction de S. Rozakis*) Master : « Développement WEB d'un outil d'aide à la décision spatial, bio électricité ».
- Thomas Leillet, INA/PG, 2003 (*sous la direction de J.C. Sourie) : Diplôme d Agronomie Générale : « Evolution de la politique agricole et incidencesur la compétitivité des protéagineux, comparaison pois d'hiver et de printemps ».*
- Sébastien Cottinet, IUT Informatique d'Amiens ; 2000 *(sous la direction de JM Attonaty) « Part d'un programme de création de rapports financiers de langage C++ sous windows. Réalisation d'amélioration de présentation telles que représentations graphiques (courbes, histogrammes…) et statistiques sous forme de tableaux ».*
- Alix Chevrier, ISAB, 2001 *(sous la direction de A. Revel) Stage de fin d'étude d'Ingénieur en Agriculture. « Création d'un observatoire d'agriculteurs en Technique Culturale Simplifié –TCS-. Comparaison de différents critères » (technico-économiques).*
- Julien Labonne, ENSAE, 2003 *(Sous la direction de P.A. Jayet) Préparation du diplôme de l'ENSAE . Thème du stage : « Réforme de la PAC et négociations européennes ».*
- Sylvain Barbier, mémoire de fin d'études d'ingénieur, Ecole Supérieure d'Ingénieurs Agricoles de Purpan, 2001 (*Sous la direction de: A .Revel*)
- Claire Blin, mémoire de DEA, Institut d'Etudes du Développement Economique et Social, Paris I, 2001, (*Sous la direction de A. Revel*)
- Hervé Vanoverschel, mémoire de fin d'études Institut des Hautes Etudes de Droit Rural et Economie Agricole, 2001 (*Sous la direction de A.Revel*)
- Akcin Kazakci, mémoire de DEA Université de Paris IX Dauphine, 2001 (*Sous la direction de D.Vanderpooten et S. Rozakis*).
- Anne-Sophie Wepierre, "Scénarios d'évolution des politiques agricoles : impacts sur les exploitations de grande culture d'une région intermédiaire, le cas de l'Indre", mémoire de fin d'études ENESAD, 2001 (*Sous la direction de J.C. Sourie et G. Millet*).
- Jean-Philippe Braly "Perspectives d'évolution des plantes transgéniques en France et en Europe" *Mémoire d'Ingénieur - ISARA, Institut Supérieur d'Agriculture Rhône-Alpes, Lyon (Sous la direction de S. Bonny). - 2000, 190 p.*
- Alexia Leseur, "Lutte contre l'accentuation de l'effet de serre et équité internationale : quelques considérations théoriques" *Mémoire de DEA Economie de l'environnement et des ressources naturelles, INAPG, 2000, 79 p (co-direction P.A. Jayet et P.Mongin, Université Cergy).*

- Guillaume Gruère, "*Les émissions de gaz à effet de serre d'origine agricole en Europe : méthodologie de mesure des émissions, partage des réductions et régulation économique*" Mémoire de DEA Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles, 2000 (sous la direction de P.A Jayet)

En outre, les enseignants de l'UMR ont encadré environ 23 mémoires de DEA ou de DAA réalisés dans le cadre de stages dans d'autres institutions par des étudiants de l'INAPG.

4.3 Vulgarisation et diffusion de la recherche

Au delà de l'enseignement, l'UMR s'investit également dans des travaux de vulgarisation des activités de recherche auprès du grand public. Ceci se traduit par la présentation de communications à de nombreuses conférences, la participation à des "bars des sciences", etc.

Divers documents mentionnés dans la rubrique "Autres publications" en annexe illustrent cette activité de communication. Cette fonction est de toute première importance et ne doit pas être négligée, même si la plupart des interventions de l'UMR dans des conférences portent sur des travaux scientifiques.

5 Collaborations

5.1 Collaborations internationales

L'UMR collabore étroitement avec des universités étrangères dans le cadre de programmes de recherche, notamment sur des financements européens (voir Tableau 4). Il s'agit en particulier des programmes dans le cadre du cinquième programme cadre FAIR, Food and Agri-Industrial Research (programme cadre de recherche et développement communautaire), et du sixième programme cadre FP6, à travers plusieurs projets :

- Programme "Miniround" sur la préparation des négociations internationales, programme FAIR5 CT97-3481, 1998-2001. Participation de J.C. Bureau, E. Gozlan, S. Marette, Y. Chahed.
- Programme "Eurotools" sur la modélisation de l'offre agricole, Programme FAIR5 CT97-3403, 1998-2000. Participation de P.A. Jayet, S. De Cara, D. Fuentes-Castro.
- Programme "IDEAS" sur la diversification des activités agricoles, programme FAIR6 CT98-4228, 1998-2001, participation de B. Roux, A. Revel, P. Bonnafous.
- Projet"EU MED AGPOL", Impacts of agricultural trade liberalization between the EU and the Mediterranean countries, programme FP6-2002-SSP-1, 2003-2005, participation de J.Gallezot et S. Drogué.
- Contrat-cadre Communauté Européenne"HERITAGE 2", Filières innovantes, savoir-faire locaux et partenariat euro-méditérranéen, 2003 –2005, responsable B. Roux.
- Réseau d'excellence BIOFUELS"Overcoming barriers to Bioenergy", 2003-2006, participation de J.C. Sourie et S. Rozakis.
- Projet GENEDEC, Specific Targeted Research Programme, FP6 "Development of various tools and methods for the impact assessment of decoupling", 2004- 2006, coordonné par P.A. Jayet, participation de L. Bamière, E. Debove, S. De Cara.
- Projet INSEA, STREP, Specific Targeted Research Programme, FP6 "Modélisation intégrée de la sequestration du carbone et des émissions de gaz à effet de serre", 2004-2007, participation de P.A. Jayet, S. De Cara, C. Godard, L. Bamière, E. Debove.
- Un programme STREP a également été déposé en janvier 2004 dans le cadre d'une réponse au FP6, projet TRADEAG "Agricultural Trade Agreements", coordonné par J.C. Bureau.

Ainsi, sous réserve du succès de la proposition "TRADEAG", l'UMR serait coordonnatrice de deux projets européens dans le cadre du FP6, et participerait à deux autres, ainsi qu'à un réseau d'excellence et un contrat-cadre. L'UMR est également impliquée dans des programmes européens financés par une

direction particulière (e.g. programme "Production de bioéthanol" ou programme "Intégration de cultures alternatives et analyse spatiale").

J.C. Bureau, S. Drogué et A. Gille ont organisé le Xth Congrès trisannuel de l'Association européenne des économistes agricoles à Saragosse en 2002, dans lequel J.C. Bureau était chairman du comité de programme.

J.C. Bureau, P.A. Jayet et S. Marette ont organisé une coopération entre le DEA d'Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles auquel participe l'UMR, et plusieurs universités américaines. Celles-ci acceptent des étudiants du DEA en formation complémentaire, en validant certains enseignements du DEA dans le cursus américain et en procurant des financements aux étudiants. Il s'agit, outre une convention qui existait déjà avec l'Université du Maryland (dans le cadre d'un accord avec l'Université de Paris 10), de l'Université de Californie à Davis. Les universités Iowa State University, et Kansas State University ont également indiqué qu'elles accepteraient des étudiants dans des conditions similaires. Sur le plan de la recherche, la collaboration est particulièrement étroite avec Iowa State University, puisqu'est développé un programme de recherche commun sur les aspects non tarifaires dans les négociations internationales sur le commerce, ainsi qu'avec Kansas State University.

Plusieurs séjours ont été effectués dans des universités étrangères par des membres de l'UMR.

- Séjour de Estelle Gozlan, recrutée en 2000 au CIRANO, Centre de recherche de l'Ecole Polytechnique de Montréal (12 mois, dont 4 consécutifs à son recrutement effectif à l'INRA) et à Iowa State University (1 mois).
- Séjour de Stéphan Marette à l'Université de Californie à Davis (4 mois en 2000).
- Séjour de S.De Cara à l'Université d'Etat d'Iowa (depuis son recrutement en juin 2001, jusqu'en Juin 2002)
- Séjour de J.C. Bureau à l'Université d'Etat d'Iowa (4 mois en 2001, 2 mois en 2002)
- Séjour de S. Drogué à l'Université de Las Palmas (Espagne, 1 semaine en 2001, formation à la modélisation en équilibre général calculable).
- Séjour de J.C. Bureau à l'Université de Purdue (USA, 10 jours en 2000, formation à la modélisation en équilibre général calculable).

Tableau 4. Collaborations avec des partenaires étrangers

Thématique de la recherche	Partenaires	Contrats	Publications communes	Perspectives futures
Economie internationale et réformes de la politique agricole commune (J.C.Bureau, Y.Chahed, S Drogué)	Université La Sapienza de Rome (Italie)	Participation au programme européen FAIR97-CT3481. Participation a un appel d'offre du Commissariat au Plan	Oui	Poursuite et intensification de la collaboration. Recherche de nouveaux financements.
Economie internationale et réformes de la politique agricole commune (J.C. Bureau, E.Gozlan, S. Marette)	Université de Reading (Royaume Uni)	Participation au programme européen FAIR97-CT3481, Participation au programme européen, Eurotools	Oui	Fin de la collaboration au terme du projet européen en 2001.
Economie internationale (J.C. Bureau)	Iowa State University, Ames (USA)	Coopération bilatérale	Non	Développement de la collaboration (séjours sabbatiques croisés en 2001 et 2002, échanges d'étudiants)
Economie de la réglementation (S. Marette)	Kansas State University, Manhattan (USA)	Coopération bilatérale	Oui	Développement de la collaboration. Poursuite de publications communes
Economie internationale (S.Marette)	University of California at Davis (USA)	Coopération bilatérale. Echange d'étudiants du DEA Missions croisées	Oui	Développement de la collaboration. Poursuite de publications communes
Modélisation de l'offre, interface systèmes d'information géographique (P.A. Jayet)	Université de Madrid (Espagne) Universités de Bologne et Parme (Italie)	Coopération bilatérale (programme FAIR Eurotools). Echange d'étudiants depuis plusieurs années (accueil d'étudiants espagnols et italiens en DEA et en thèse).	Oui	Poursuite et intensification de la collaboration.
Bioéthanol (S. Rozakis)	Université Technologique de Crete et Regional Energy Officie de Crete (Grèce)	Travaux scientifiques communs	Oui	Développement de la collaboration.
Economie de la concurrence (S. Marette)	Autorité Antitrust Italienne (AGCM), Rome; Kansas State University	Coopération Bilatérale	Oui	Développement de la collaboration. Poursuite de publications communes
Cultures alternatives (J.C. Sourie et S. Rozakis)	CIEMAT et TRAGSATEC, (Espagne), Agricultural University of Athens (Grèce), Ecurba SRL (Italie),	Travaux scientifiques communs	Oui.	Développement de la collaboration.
Diversification des exploitations (B. Roux et A. Revel)	Université Umea (Suède), University College London (GB), Universite Autonomia de Barcelona	Travaux coordonnés dans le cadre d'un programme européen IDEAS (FAIR6 CT98-4228)	Non	Fin du projet en 2002
Modélisation intégrée de la séquestration du carbone et des émissions de gaz à effet de serre (P.A. Jayet, S. De Cara)	IIASA (Autriche coordinateur), JRI (Autriche), JCR, CIRAD, Université de Hambourg (Allemagne)…	Projet FP6 INSEA (STREP)	Oui	Début du projet en janvier 2004
Impacts du découplage des aides sur l'offre agricole (P.A. Jayet, L. Bamière, S. De Cara)	10 partenaires européens	Projet FP6 GENEDEC (STREP coordonné par P.A Jayet)	-	Projet en cours de signature par la commission
Couplage modèles de cultures / Modèles micro-économiques (P.A. Jayet, C. Godard)	INRA Avignon Chaire d'agronomie de l'INAPG	Coopération bilatérale Co-encadrement de la thèse de C. Godard	-	

5.2 Collaborations multidisciplinaires et inter-institutionnelles

Malgré le caractère parfois très technique des approches de modélisation, les chercheurs et enseignants-chercheurs de l'UMR s'efforcent d'inscrire leurs travaux dans une perspective multidisciplinaire. On peut citer dans les travaux en cours en partenariat avec des laboratoires d'autres secteurs de l'INRA ou avec des organismes extérieurs :

- Participation aux travaux interdisciplinaires de l'Action Incitative Programmée (AIP) "OGM et environnement" de l'INRA impliquant des chercheurs d'autres départements INRA et de divers organismes (S. Bonny).
- Nouvelles collaboration avec l'UMR Environnement et grandes cultures INRA-INAPG pour coupler les modèles micro-économiques et les impacts environnementaux. Application en cours dans les zones céréalières intermédiaires pour évaluer le changement technique : nouveaux itinéraires techniques, agriculture de précision. (Travaux sous la responsabilité de J.C. Sourie, collaborations avec l'équipe de G. Gosse).
- Participation au groupe protéagineux constitué par la Direction générale de l'INRA pour répondre aux demandes du Ministère de l'agriculture ; étude de mesures susceptibles de stimuler l'offre de pois à l'aide du modèle MAORIE.
- Nouvelles collaborations avec le Centre technique sur les oléagineux (CETIOM) sur les effets des politiques agricoles sur le secteur des oléo-protéagineux (J.C. Sourie).
- Collaborations sur les techniques de conservation de sol avec l'Association pour l'agriculture durable) et l'European conservation agriculture federation, sur la création d'un référentiel technico-économique (A. Revel).
- Expertise collective INRA sur le stockage du carbone dans les sols agricoles pour le compte du Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement (P.A. Jayet).
- Collaboration avec le Département Environnement et agronomie (INRA Avignon) pour le couplage de modèles économique et biophysique (P.A. Jayet).
- Collaboration avec l'ADEME sur la faisabilité d'une filière éthanol de paille (J.C. Sourie et S. Rozakis).
- Collaboration en cours avec le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) dans le cadre d'un Groupement d'intérêt scientifique en constitution, sur la modélisation en équilibre général calculable (J.C. Bureau, J. Gallezot, S. Drogué).

5.3 Aide à la décision publique

De par ses thèmes de recherche, l'UMR est amenée à travailler en lien avec les décideurs publics. Ceci peut être pour les chercheurs un gage de pertinence de leurs travaux ainsi qu'une source d'information.

Les principales collaborations s'établissent avec la Commission européenne et le Ministère de l'agriculture. D'autres travaux ont lieu avec le Conseil d'analyse économique du Premier ministre, le Ministère de l'environnement, le Ministère de l'économie, le Commissariat général au plan.

On peut citer :

- Participation à des travaux de la Commission européenne sur les négociations internationales, dans le cadre d'un travail avec la direction générale de l'agriculture, qui s'est inscrit dans le programme FAIR (Food and agro-industrial research). Participation aux travaux de la Commission européenne sur le découplage des aides.
- Implication dans les activités du groupe AMAD (Agricultural market access database) pour le compte de la Commission européenne. Ce groupe, composé de la Commission, de l'OCDE, de l'Economic research service de l'US Department of agriculture, de Agriculture Canada, de la Food and agriculture organization, et de la Conférence des nations unies sur le commerce et le développement, a mis en commun les données existantes sur les échanges et les droits de douane en agriculture (J.C. Bureau, S. Drogué, Y. Chahed).

- Participation au groupe de contact entre l'Union européenne et le Mercosur, pour le compte de la Commission européenne (J.C. Bureau).
- Animation du groupe de travail sur l'effet de serre du Conseil d'analyse économique du Premier ministre (J.C. Bureau, P.A. Jayet).
- Participation à des études du Ministère de l'agriculture et de la Pêche, en particulier dans le cadre de l'expertise auprès des organismes internationaux comme les groupes techniques de l'Organisation de coopération et de développement économique, etc. (J. Gallezot, S. Marette, J.C. Bureau) et de la réforme de la politique agricole commune (J.C. Sourie, L. Guindé, G. Millet, JP. Butault)
- Dans le cadre des recherches sur les incidences de scénarios de réforme de la Politique agricole commune zones céréalières intermédiaires (cas du département de l'Indre), travail en relation avec la Chambre d'agriculture, le Centre de gestion et la Direction départementale de l'agriculture, sous la coordination du Ministère de l'Agriculture. (J.C. Sourie, G. Millet).
- Collaboration à certains travaux du Commissariat général au plan sur les négociations commerciales (J.C. Bureau, S. Drogué, Y. Chahed).
- Apports scientifiques à des travaux du Ministère de l'environnement et à la Mission interministérielle sur l'effet de serre (P.A. Jayet, S. De Cara, D. Fuentes-Castro).
- Participation au conseil scientifique du programme du Groupe international sur le changement climatique (P.A. Jayet, S. De Cara)
- Participation aux travaux de la Direction de la Prévision du Ministère de l'économie sur la PAC (P.A. Jayet).

6 Contrats

6.1 Contrats à ressources affectées

Outre les programmes européens, qui sont une source importante de moyens pour l'UMR (les contrats en cours sont décrits dans la section 5.1), l'unité a réalisé des travaux dans le cadre de contrats avec des organismes publics et privés.

- Contrat avec le Ministère de l'agriculture. "Accès au marché et mise en œuvre de l'Accord du Cycle d'Uruguay dans les pays tiers". Contrat 98G6.01.01. (J.C. Bureau, coordinateur)
- Contrat avec l'Agence de l'énergie (ADEME) "Modélisation de la production de cultures lignocellulosiques et herbacées à l'échelle d une région en vue d'une analyse économique" (J.C. Sourie, responsable).
- Contrat FAIR5 CT97-3481 dans le cadre du programme cadre communautaire Food and Agro-Industrial Research "Miniround : Coordinated studies in view of the future round of multilateral trade negiotiations agriculture". (J.C. Bureau, responsable).
- Contrat FAIR5 CT97-3403 dans le cadre du programme cadre communautaire Food and Agro-Industrial Research "Eurotools : Tools for evaluating eu agricultural policy at different decision levels" (P.A. Jayet, responsable).
- Contrat FAIR6 CT98-4228 dans le cadre du programme cadre communautaire Food and Agro-Industrial Research "IDEAS: innovation, diversification and european agricultural situations" (A. Revel, responsable).
- Contrat Médias-France "Agriculture en effet de serre, régulation économique des impacts croisés et combinaisons des politiques agricoles et gouvernementales" (P.A. Jayet, coordinateur).
- Contrat avec le Commissariat Général au Plan "Protection du secteur agricole dans les pays tiers : un outil pour les négociations du Millenium round" (J.C. Bureau, coordinateur).
- Contrat avec avec le secrétariat d'Etat à l'industrie sur l'utilisation collective de l'internet par les petites et moyennes entreprises. Projet UCIP, internet et le marché de la viande (A. Revel, responsable).

- Contrat Médias-France"Spatialisation des impacts de la régulation économique de l'effet de serre d'origine agricole" (P.A.Jayet, coordinateur).
- Contrat ADEME"étude d'une approche intégrée, énergétique, environnementale et économique des nouvelles filières de production d'éthanol, fondées sur une utilisation des pailles de céréales" (J.C.Sourie, coordinateur).
- Contrat Médias-France"Modélisation intégrée des composantes économique et biophysique des productions végétales en relation avec le changement climatique". (P.A.Jayet, coordinateur).
- Contrat Ministère de l'Ecologie et du Développement Rural"Information environnementale donnée par les entreprises aux marchés" (Estelle Gozlan, coordinatrice).

6.2 Contrats budgétisés

- Contrat avec le Ministère de l'agriculture et de la Pêche "Etude de la faisabilité d'un dispositif de suivi et d'évaluation au niveau départemental des installations en agriculture" (A. Revel, responsable).
- Contrat avec le Ministère de l'agriculture et de la Pêche "Evolution des politiques agricoles et adaptation des exploitations de grande culture" (J.C. Sourie, responsable).
- Contrat Communauté Européenne"Filières innovantes, savoir-faire locaux et partenariat euro-méditérranéen" (B.Roux, responsable)
- Contrat Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche."Impact Organismes Génétiquement Modifiés" (S.Bonny, coordinatrice)

6.3 Contrats de prestation de services

- Contrat C11133 avec le Réseau d'information comptable Ile de France : enquêtes statistiques (G.Millet responsable).
- Contrat C11177 avec le Réseau d'information comptable Orléans: enquêtes statistiques (G.Millet responsable).
- Contrat C11137 avec le Réseau d'information comptable Ile de France : enquêtes statistiques (G.Millet responsable).
- Contrat C11168 avec le Réseau d'information comptable Orléans : enquêtes statistiques (G.Millet responsable).
- Contrat C11270 avec le Réseau d'information comptable Ile de France : Enquêtes statistiques (G.Millet, responsable)

Contrat C11272 avec le Réseau d'information comptable Orléans : Enquêtes statistiques (G.Millet, responsable)

7 Politique de communication

Depuis novembre 2003 l'UMR s'est dotée d'une page Internet entièrement réalisée en interne grâce aux efforts conjoints de O. Cauchy (informaticien) et R. Grateau (documentaliste). Il s'agit d'une présentation de l'UMR destinée au grand public, aux étudiants, éventuellement intéressés par un stage ou un diplôme au sein de l'unité. Sont présentés les axes de travail et les équipes. Le site comprend l'annuaire des membres permanents (du moins pour ceux qui ont répondu), et les références des publications depuis 1999, classées par année et par auteurs. Ce site disponible à l'URL http://www.grignon.inra.fr/economie-publique/index.php permet un affichage international des activités de l'UMR. De plus, l'accès à un intranet pour tous les agents depuis leur bureau améliore la communication interne.

Sont en préparation d'autres sites web organisés autour de programmes européens en accès réservé pour certains membres de l'UMR et des chercheurs extérieurs. Le site web consacré au programme européen GENEDEC coordonné par Pierre-Alain Jayet est actuellement en cours d'élaboration après agrément par les commissions ad hoc de l'INRA (http://www.grignon.inra.fr/economie-publique/genedec/). Le programme porte sur l'évaluation quantitative et qualitative des impacts économiques, structurels et environnementaux du découplage des aides PAC de la production agricole, au sein de l'Union Européenne. Le site extranet consacré au projet MIRAjE de Pierre-Alain Jayet est également en cours d'agrément par les commissions ad hoc de l'INRA. Le projet MIRAje rassemble autour d'un modèle d'offre agricole, AROPAJ, diverses recherches sur (i) la modélisation de l'offre agricole européenne et l'évolution de la Politique Agricole Commune, (ii) les relations entre agriculture et changement climatique et (iii) le couplage entre modèles, en particulier le couplage entre AROPAJ et STICS avec l'utilisation de systèmes d'informations géographiques. Les sites de projets servent de lien entre les chercheurs travaillant sur le programme et la Commission européenne. Leur objectif est de faciliter les échanges et la circulation de l'information au sein d'équipes dispersées géographiquement.

Un séminaire interne a lieu une fois par an pour la présentation des travaux en cours dans l'UMR. Il est complété par un exposé des travaux des stagiaires et thésards au terme de leur mémoire ou thèse.

8 Conclusion

La constitution de l'UMR INRA-INAPG en Economie publique a permis de réunir deux entités géographiquement proches (la station ESR de l'INRA Grignon et les économistes de l'UER d'Economie et Gestion de l'INAPG), qui n'avaient pratiquement plus de contact depuis une ancienne division datant des années 1960. On imagine aisément combien la réconciliation de deux cultures et modes de fonctionnement aussi éloignés a demandé une confiance et une bonne volonté de part et d'autre (ainsi que de nombreuses heures de réunion). Au terme de quatre années de fonctionnement, il apparaît que ceci peut être qualifié de succès.

Depuis, l'UMR a cherché à développer parallèlement les différents piliers qui font d'un laboratoire de recherche une entité reconnue et lisible sur le plan international, tout en s'assurant les moyens financiers (contrats) et humains (thésards) d'une pérennité. Son objectif n'est pas de privilégier la recherche académique, mais de progresser de manière équilibrée sur différents objectifs qui doivent être traités sur un plan d'égalité :

- La reconnaissance académique par le biais de publications de qualité,
- L'action d'enseignement, en particulier de troisième cycle,
- L'insertion internationale,
- L'aide à la décision publique et la contribution à la réflexion des citoyens.

Le développement simultané de tous ces aspects demande une énergie considérable. Des succès ont été obtenus. Mais certains points continuent de poser problème et doivent donner lieu à des efforts supplémentaires.

Ce qui va bien. Un certain nombre de points ont été améliorés durant les premières années de l'UMR et ont donné lieu à des avancées notables.

- L'animation interne qui était insuffisante s'est nettement améliorée, notamment par la création d'un séminaire interne organisé conjointement par S. Marette, E.Gozlan et S. Drogué et auxquels participent les chercheurs et enseignants de l'UMR. Parallèlement, les étudiants présentent ponctuellement leurs travaux, que ce soit dans le cadre de leur stage ou de leur thèse. Ces démarches collectives participent à une meilleure lisibilité interne des travaux de chacun tout en permettant de préparer les jeunes chercheurs à des présentations scientifiques ou de finaliser des travaux en cours en les soumettant aux critiques de leurs collègues.
- La création du site Web et de l'Intranet est également à l'origine de l'amélioration des échanges entre les divers membres de l'UMR ainsi que de la connaissance réciproque des activités de chacun.

- La participation des chercheurs aux activités d'enseignement a aussi nettement progressé et le volume horaire des cours assurés par les membres "INRA" de l'UMR est tout à fait honorable. Toutefois on peut regretter que la charge de travail "purement enseignement" des enseignants-chercheurs ne s'en trouve pas allégée et que ceux-ci de fait ne s'investissent toujours pas suffisamment dans les activités de recherche.

- La reconnaissance académique, élément indispensable de crédibilité pour participer aux grands débats politiques sur la scène internationale, est en progression, comme en témoigne une liste de publications respectable[1].

- L'insertion dans l'enseignement de troisième cycle, en particulier via le DEA Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles dans lequel l'UMR assure le volet "agricole", est un succès. Il trouve ses racines dans l'intégration plus poussée des chercheurs et enseignants chercheurs dans les formations de second cycle, en particulier à l'INAPG. A ce titre, il faut souligner que la plus grande participation des agents INRA à cet enseignement va dans le sens d'une meilleure liaison entre recherche et enseignement supérieur, objectif essentiel aujourd'hui en France.

- Les recherches finalisées de l'UMR trouvent entre autres un aboutissement logique dans l'aide à la décision publique. C'est peut-être avec la Commission Européenne que cela est le plus net, mais les relations sont aussi régulières avec le Ministère de l'Agriculture (nombreuses études réalisées, appui à des délégations auprès d'institutions internationales). Des relations sont également soutenues avec la Direction des Relations Economiques Extérieures et avec la Direction de la Prévision du Ministère des Finances, avec le Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (GIS "politiques commerciales"), avec le Conseil d'Analyse Economique du Premier Ministre et le Commissariat au Plan (participation aux groupes de travail en 2000-2002).

- L'implication de l'UMR dans de nombreuses actions interdisciplinaires INRA est croissante. L'unité joue un rôle majeur, au sein de cet institut, pour mettre fin au cloisonnement des sciences sociales. De plus, l'UMR est fréquemment sollicitée pour répondre aux questions de la Direction générale de l'INRA dans l'élaboration de programmes et dans la gestion de relations avec des partenaires extérieurs (programme protéines végétales, programme effet de serre, projet impact des innovations variétales, etc.)

- L'insertion internationale, à travers les programmes cadres européens (l'UMR a participé à 4 projets du programme cadre Food and Agro-Industrial Research sur la période 2000-2001, va participer à trois projets dans le cadre du FP6 en 2003, dont un en tant que coordinateur, et a déposé un autre projet comme coordinateur), ou à travers une coopération bilatérale, en particulier avec des universités américaines, grecques ou italiennes, a désormais des retombées en termes de réputation, de placement d'étudiants, et d'invitation à des recherches communes. La définition d'un programme scientifique commun avec le Département d'économie de Iowa State University sur le thème des aspects non tarifaires, encore inenvisageable il y a quelques années, montre le chemin parcouru. Il en est de même de l'invitation de plusieurs chercheurs de l'UMR à effectuer des séjours dans des universités américaines et canadiennes.

- La lisibilité de l'UMR vis-à- vis de l'extérieur a également progressé, par un recentrage thématique des chercheurs autour des activités principales, et par l'élaboration de documents de diffusion (contribution à INRA-Compact, à l'Annuaire de la DGER, et à la Publication sur la recherche à l'INAPG ; création de site Web présentant l'UMR, l'UER d'Economie, le DEA Economie de l'environnement, tous gérés par l'UMR).

[1] L'UMR était classée dans les 17 premiers laboratoires de recherche en économie en France en ce qui concerne les publications par chercheur. Ceci en fait l'un des laboratoires d'économie appliquée les mieux placés. Source : classement de L. Linnemer et PP. Combes, dans les Annales d'Economie et de Statistiques, 2001.

Ce qui ne va pas bien. Il reste néanmoins des points sur lesquels les résultats sont encore insatisfaisants et qui demandent un effort supplémentaire :

- La définition des fonctions des ingénieurs et techniciens n'est pas toujours satisfaisante. Le poids du passé (identification à des équipes qui ont été dissoutes) est à l'origine de frustrations et de déficit de lisibilité des carrières, qui posent des problèmes de promotion au niveau des concours INRA.
- L'animation interne de l'UMR reste insuffisante. Cela est accentué par la double localisation qui réduit fortement les échanges entre les personnes des deux pôles.
- Certains projets de recherches communs avec des laboratoires extérieurs progressent peu. Si les relations avec des unités extérieures au département ESR se sont bien développées (travaux avec l'UMR Environnement et grandes cultures à Grignon, couplage de modèles économiques avec des modèles techniques et des systèmes d'information géographiques réalisés par l'Unité d'agronomie d'Avignon), certaines pistes de collaborations prometteuses sont jusqu'ici restées lettre morte (collaborations avec la chaire de mathématique de l'INAPG, collaborations avec des chaires techniques de l'INAPG sur l'analyse de risque sanitaire et phytosanitaire).
- l'UMR n'a pas réussi à intégrer des thèmes importants, comme celui du risque en économie de la production, du fait du manque de moyens humains.
- L'UMR est tombée au dessous d'un seuil critique de scientifiques pour constituer un véritable laboratoire de recherche. Sans recrutements significatifs sur des thèmes comme l'économie de la production et la recherche opérationnelle, ou encore l'économie des biocarburants, il ne faut pas espérer pouvoir poursuivre une activité de recherche significative.

ANNEXE : PERSONNEL DE L'UMR

UMR Economie Publique INRA-INAPG PARIS-GRIGNON au 1er janvier 2004

Nom-Prénom	Grade/Titre	Appartenance administrative	Localisation
PERSONNEL INRA			
Chercheurs			
ATTONATY Jean-Marie	Emérite	Chargé mission INRA	G
BONNY Sylvie	CR1	INRA-ESR	G
BUTAULT Jean-Pierre	DR1	INRA-ESR	P, Nancy
DE CARA Stéphane	CR2	INRA-ESR	G
GALLEZOT Jacques	DR2	INRA-ESR	P
GOZLAN Estelle	CR2	INRA-ESR	G, P
JAYET Pierre-Alain	DR2	INRA-ESR	G
MARETTE Stéphan	CR1	INRA-ESR	P
SOURIE Jean-Claude	DR2	INRA-ESR	G
ROUX Bernard	CR1	INRA-ESR	P
ROZAKIS Stelios	CR1	Contractuel INRA	G
Ingénieurs, techniciens et administratifs			
BAMIERE Laure	IR	INRA-ESR	G
BONNAFOUS Patrick	IE	INRA-ESR	G
CAUCHY Olivier	TR	INRA-ESR	G
DELAME Nathalie	IE	INRA-ESR	P,Insee
DROGUE Sophie	IE	INRA-ESR	P
DUCLOS Jean-Baptiste	AI	INRA-ESR	G, Scees
GORGEON Catherine	AJT	INRA ESR	G
GRATEAU Regis	TR	INRA-ESR	G
GUINDE Loïc	AI	INRA-ESR	G
HAREL Monique	TR	INRA-ESR	P
HAUTCOLAS Jean-Charles	IE	INRA-ESR	G
HURON Kevin	AJT	INRA-ESR	G
LAGACHE Evelyne	SAR	INRA-ESR	G
LEFEBVRE Thierry	AGTP	INRA-ESR	G
MILLET Guy	IE	INRA-ESR	G
REZEL Karine	TR	INRA-ESR	P
PERSONNEL INAPG			
ANDREWS Sylvie	MC	INAPG-UER Economie-gestion	P
BUREAU Jean-Christophe	PR2	INAPG-UER Economie-gestion	P, G
NEFUSSI Jacques	PR1	INAPG-UER Economie-gestion	P
PRIOLON Joel	MC	INAPG-UER Economie-gestion	P
ROUDART Laurence	MC	INAPG-UER Agriculture comparée	P
AUTRES Personnels			
REVEL Alain		IGREF, mis a disposition	G
Doctorants		(inscription)	
DEBOVE Elodie		ENGREF	G
HAMEL Athmane		Paris IX	G
GODARD Caroline		INAPG	G
RAMOS Priscila		INAPG	P
CHRISTENSEN Ann Katrin		INAPG	OCDE

LISTE DES PUBLICATIONS 2000 – 2003

ARTICLES PARUS OU ACCEPTES DANS DES REVUES A COMITE DE LECTURE

Levels of farm sector productivity : an international comparison
Ball, V.E. ; Bureau, J.C. ; Butault, J.P. ; Nehring, R.
Journal of Productivity Analysis, vol. 15, n° 1, 2001, pp 5-29

Theory and methodology : A bilevel programming approach to determining tax credits for biofuel production
Bard, J.F. ; Plummer, J. ; Sourie, J.C.,
European Journal of Operational Research, vol. 120, 2000, pp 30-46

Programmation mathématique positive et offre de céréales et d'oléagineux dans l'Union européenne sous l'Agenda 2000
Barkaoui, A. ; Butault, J.P.
Economie et Prévision, vol. 1, n° 142, 2000, pp 13-25.

Cereals and oilseeds supply within the EU, under Agenda 2000 : a positive mathematical programming application
Barkaoui, A. ; Butault, J.P.
Agricultural Economics Review, vol. 1, n° 2, 2000, pp 7-17

Trade Integration, Environmental Degradation, and Public Health in Chile : Assessing the linkages
Beghin, J.;Bowland, B.; Dessus, D.;Roland-Holst, D.; van der Mensbrugghe, D.
Environment and Development Economics, 7, 2002 pp 45-71

Quantitative Policy Analysis of Sanitary, Phytosanitary and Technical Barriers to Trade
Beghin, J.C.; Bureau, J.C.
Economie Internationale, n° 87, 2002, pp 107-130

Food Security and Agricultural Protection in South Korea
Beghin, J.C.; Bureau, J.C.; Park, S.J.
American Journal of Agricultural Economics, 2003/08; vol. 85, n° 3. pp 616-632

The Calibration of Incomplete Demand Systems in Quantitative Policy Analysis
Beghin J.C., Bureau J.C., Drogue S.
A paraître dans **Applied Economics**, 2004.

The Cost of the U.S. Sugar Program Revisited
Beghin, J., El Osta, B; Cherlow,J.; Mohanty, S.
Contemporary Economic Policy, 21(1), 2003,:pp 106-116

Protection and trade Liberalization under Incomplete Market Integration
Beghin, J.; Fang, C.
American Journal of Agricultural Economics, 84, 2002, pp 768-773

Why are most Europeans opposed to GMOs ? : factors explaining rejection in France and Europe
Bonny, S.
Electronic Journal of Biotechnology, 2003. vol. 6, n°1. pp 20-41

Le succès des cultures transgéniques aux USA : facteurs agro-économiques et perspectives
Bonny, S.
Economie Rurale, 2002, n° 267, pp 91-105

Consumer concerns about industrialized agriculture and food safety : importance, origin and possible solutions
Bonny, S.
Annales de Zootechnie, vol. 49, n° 3, 2000, pp 273-290.

Les consommateurs, l'agriculture, la qualité et la sécurité des aliments : une analyse du questionnement des consommateurs et des réponses apportées
Bonny, S.
Productions Animales, vol. 13, n° 5, 2000, pp 287-301.

Les effets indirects des monopoles en matière de protection et de subvention
Borzeix, V.;Marette, S.
Economie rurale, n° 267, 2002, pp 19-28

Agriculture et commerce international
Bouët, A.;Bureau, J.C.
Economie Internationale, n° 87, 2002, pp 7-15

Robust Estimates of Value of a Statistical Life for Developing Economies
Bowland, B; Beghin, J.
Journal of Policy Modeling, 23, 2001, pp 385-396

Aménagement et gestion des eaux en France : l'échec de la politique de l'eau face aux intérêts du monde agricole
Brun, A.
A paraître in: **Revue Canadienne des Sciences de l'Environnement,** URL http : //www. vertigo. uqam. ca/ 7 p., 2003

Le bilan d'un contrat de rivière : le cas de la Reyssouze
Brun, A.;Marette, S.
Economie Rurale, 2003, n° 275. pp 30-50

Les grandes décisions de la Commission européenne dans le domaine de l'alimentaire
Buccirossi, P.; Marette, S.; Schiavina, A.
Economie Rurale, n° 277-278, 2003/09, pp 218-221

Competition Policy and the Agribusiness Sector in the European Union
Buccirosi, P.;Marette, S.;Schiavina, A.
European Review of Agricultural Economics, vol. 29, n° 3p, p 373-397

The Xth Congress of the European Association of Agricultural Economists (Introduction to the Special Issue)
Bureau J.C.
European Review of Agricultural Economics, 2002, 29, 3, August, pp 287-288**.**

WTO Negotiations on Market Access in Agriculture: A Comparison of Alternative Tariff Cut Proposal for the EU and the US
Bureau J.C., Salvatici L.
A paraître; **B.E. Journal in Economic Analysis and Policy** (Berkeley Electronic journals), 2004.

The European Food Labeling Policy: Successes and Limitations
Bureau J.C., Valceschini E.
Journal of Food Distribution Research, vol 34, 3, 2003, pp 69-76.

La baisse de la protection douanière dans l'Uruguay Round : le cas de l'agriculture dans l'Union européenne, au Canada et aux Etats-Unis
Bureau, J.C.; Chahed, Y.; Salvatici, L.
Economie et Prévision, n°154, 2002, pp 107-122

Economic Performance, Trade Restrictiveness and Efficiency
Bureau, J.C.; Chau, N.H.; Färe, R.; Grosskopf, S.
Review of Development Economics, 2003, vol. 7, n° 4. pp 527-542

On inefficiencies in the European sugar regime
Bureau, J.C. ; Guyomard, H. ; Réquillart, V.
Journal of Policy Modeling, vol 23, n° 6, 2001, pp 659-667.

La regolamentazione della qualità dei prodotti e la legittimità delle barriere commerciali
Bureau, J.C. ; Gozlan, E. ; Marette, S.
La Questione Agraria, n° 1, 2001, pp 1-10.

La baisse de la protection douanière dans l'Uruguay Round : le cas de l'agriculture dans l'Union européenne, au Canada et aux Etats-Unis
Bureau, J.C. ; Chahed, Y. ; Salvatici, L.
Economie et Prévision, 154, 2002, pp 107-122.

Sanitary and technical regulations : issues for trade liberalization in the dairy sector
Bureau, J.C. ; Doussin, J.P.
Canadian Journal of Agricultural Economics, vol. 47, n° 5, 2000, pp 149-157.

An Economic Analysis of the Effects of GATT and Trade Liberalization on the World Dairy Sector: Discussion
Bureau, J.C.
Canadian Journal of Agricultural Economics, vol. 47, n° 5, 2000, pp 201-202.

Comparing EU and US trade liberalisation under the Uruguay Round agreement on agriculture
Bureau, J.C. ; Fulponi, L. ; Salvatici, L.
European Review of Agricultural Economics, vol. 27, n° 3, 2000, pp 259-280.

Tariff rate quotas in the EU
Bureau, J.C. ; Tangermann, S.
Agricultural and Resource Economics Review, vol. 29, n° 1, 2000, pp 70-80.

La pluriactivité : un correctif aux inégalités du revenu agricole
Butault, J.P. ; Delame, N.; Krebs, S. ; Lerouvillois, P.
Economie et Statistique, n° 329-330, 2000, pp 165-180.

La réforme de la PAC et l'inégalité des revenus agricoles dans l'Union européenne : les premiers effets
Butault, J.P. ; Lerouvillois, P.
Economie et Statistique, n° 329-330, 2000, pp 73-86.

Incidence du processus multilatéral sur la viabilité des accords préférentiels : le cas euro-méditerranéen
Chahed, Y.;Drogué, S.
Economie Rurale, 2003, n° 276. pp 3-16

Le recours au marché interne des firmes multinationales de l'agro-alimentaire
Chevassus-Lozza E., Gallezot J., Galliano D.
Economie et Statistique, n° 329-330, 2000, pp 87-97.

Are uniform assessments for generic advertising optimal if products are differentiated ?
Crespi, J.M.;Marette, S.
Agribusiness, 2003, vol. 19, n° 3, pp 367-377

"Does Contain" vs. "Does Not Contain": Does it matter which GMO Label is Used ?
Crespi, J.M.; Marette, S.
European Journal of Law and Economics, 2003, vol. 16, n° 3. pp 327-344

Generic Advertising and Product Differentiation
Crespi, J.; Marette, S.
American Journal of Agricultural Economics, 2002, vol. 84, n° 3, pp 691-701

How should food safety certification be financed ?
Crespi, J. ; Marette, S.
American Journal of Agricultural Economics , vol. 83, n° 4, 2001, pp 852-861

Politique de label et commerce international
Crespi, J. ; Marette, S.
Revue Economique, vol. 52, n° 3 2001, pp 665-672

Some Economic Implications of Public Labelling
Crespi, J ; Marette, S.
Journal of Food Distribution Research, Vol 34(3), November 2003, p.83-94

Emissions of greenhouse gases from agriculture : the heterogeneity of abatement costs in France
De Cara, S. ; Jayet, P.A.
European Review of Agricultural Economics , vol. 27, n° 3, 2000, pp 281-303.

Evaluation et régulation de l'effet de serre d'origine agricole
De Cara, S. ; Jayet, P.A.
L'Actualité Economique, vol. 75, n° 4, 2000, pp 597-623.

Régulation de l'effet de serre d'origine agricole : puits de carbone et instruments de second rang
De Cara, S. ; Jayet, P.A.
Economie et Prévision, vol. 3, n° 143-144, 2000, pp 37-46.

Urban Demand for Edible Oils and Fats in China : Evidence from Household Survey Data1
Fang, C.;Beghin, J.C.
Journal of Comparative Economics, 2002, vol. 30, n° 4. pp 732-753

Accession of the Czech Republic, Hungry, and Poland to the European Union : Impacts on Agricultural Markets
Fuller, F; Beghin, J.; Mohanty, S.; Fabiosa, J.; Fang, C.; Kaus, P.
The World Economy, 25 (3) 2002: 407-428

Accès au marché agricole et agroalimentaire de l'UE : le point de vue du négociateur à l'OMC
et celui du douanier
Gallezot, J.
Economie Rurale, 2002, 267, pp 43-54.

Evaluation de politiques de retrait des terres pour la régulation d'un marché agricole
Jayet, P.A.
Anales d'Economie et de Statistique, n°61, 2001/03, pp 119-150

Retrait des terres et subsidiarité dans le cadre de la Politique Agricole Commune
Jayet, P.A.;Rotillon, G.
Recherches économiques de Louvain, 2003, vol, 68, n° 4, pp 407-428.

Commerce international et qualité des produits
Gozlan, E. ; Marette, S.
Economie Internationale, n° 81, 2000, pp 43-63.

Impact of the 1996 US FAIR Act on the Common Agricultural Policy in the World Trade Organisation context : the decoupling issue
Guyomard, H. ; Bureau, J.C. ; Gohin, A. ; Le Mouël, C.
Food Policy , vol. 25, n° 1, 2000, pp 17-34.

De l'utilité sociale du contrôle public de la qualité minimale des vins
Jayet, P.A. ; Fuentes Castro, D.
Cahiers d'Economie et Sociologie Rurales*,* 2002, n° 62, pp.41-64

L'éthique et les échanges agro-alimentaires : principes et réalités
Mahé, L.P. , Marette, S.
Economie Rurale, 2002, n°271, septembre-octobre, pp 73 - 83

Can Quality Certification Lead to Stable Cartels ?
Marette, S.;Crespi, J.
Review of Industrial Organization, 2003/08, vol. 23, n° 1. pp 43-64

Applications du droit de la concurrence au secteur agroalimentaire
Marette, S.;Raynaud, E.
Economie Rurale, 2003/09, n° 277-278, pp 9-22

The Role of Common Labelling in a Context of Asymmetric Information.
Marette S.; Crespi J. ; Schiavina A.
European Review of Agricultural Economics, 2002, 26, 1, pp 1-13.

Product safety provision and consumers' information
Marette, S. ; Bureau, J.C. ; Gozlan, E.
Australian Economic Papers, vol. 39, n° 4, 2000, pp 426-441.

Visions étrangères
Petit, M.
Economie Rurale, n° 255-256, 2000, pp 197-202.

Quotas et marchés dérivés : des différences radicales
Priolon, J.
Economie Rurale, 270, Juillet-Août 2002, pp 94-97.

Les nouvelles négociations à l'OMC et ses implications agricoles
Revel, A.
Revue de Droit Rural, 2003, n° 313. pp 312-316

L'Europe centrale, centre de l'Europe ?
Revel, A.
Economie Rurale, n° 255-256, 2000, pp 154-168.

La multifonctionnalité de l'activité agricole
Roudart, L.; Valceschini, E. (coord).
Economie Rurale, 2003, n° 273-274. 257 p

Micro-economic modelling of biofuel system in France to determine tax exemption policy under uncertainty
Rozakis, S.; Sourie, J.C.
A paraître dans **Energy Policy**, disponible sur http://www.sciencedirect.com/12 p.

Integrated micro-economic modelling and multi-criteria methodology to support public decision-making : the case of liquid bio-fuels in France
Rozakis, S.; Sourie, J.C.; Vanderprooten, D.
Biomass and Bioenergy, vol.20, n°5, 2001/05, pp 385-398

A theory of environmental risk disclosure
Sinclair-Desgagné, B.Gozlan, E.
Journal of Environmental Economics and Management, 2003, vol. 45, n° 2 supp 1. pp 377-393

Bio-fuel production system in France : an economic analysis
Sourie, J.C.; Rozakis, S.
Biomass and Bioenergy, vol.20, n°6, 2001/06, pp 483-489

Advertising, collective action and labelling in the European wine markets
Zago, A. ; Marette, S.
Journal of Food Distribution Research, Vol 34(3), November 2003, p.117-126

OUVRAGES OU CHAPITRES D'OUVRAGE

Stocker du carbone dans les sols agricoles de France ?
Arrouays, D.;Balesdent, J.;Germon, J.C.;Jayet, P.A.;Soussana, J.F.;Stengel, P.
Paris : INRA, 2002. - 332 p.

U. S. Agriculture, 1960-1996 : a multilateral comparison of total factor productivity
Ball, V.E.;Butault, J.P.;Nehring, R.F.
In Ball, V.E.;Norton, G.W. **Agricultural Productivity : Measurement and Sources of Growth**, 344 p. - Dordrecht : Kluwer Academic Publishers, 2002. - pp 11-35 (Studies Productivity and Efficiency)

How will agricultural trade reforms in high-income countries affect the trading relationships of developing countries ?
Beghin, J.; Roland-Holst, D.; van der Mensbrugghe, D.
In **Agricultural Trade and Poverty : Making Policy Analysis Count**, OECD Publications, Paris, Janauary 2003.

Trade and the environment in General Equilibrium
Beghin, J.; Roland-Host, D; van der Mensbrugghe, D.
In: **Evidence from developing Economies**, Kluwer Academic Publishers, Dordretch, The Netherlands, 2002

Employment in France rural regions : the case of Les Alpes de Haute Provence and La Nièvre
Bertrand, J.P. ; Roux, B.
In : Terluin, I.J. ; Post, J.H. (éds.). - **Employment dynamics in rural Europe**, 243 p. - Wallingford (GBR) CAB International, 2000, pp 137-153.

L'agriculture européenne face aux enjeux internationaux
Blanchet, J. ; Revel, A.
Paris : Economica, 2000, 110 p

Potential Implications of Animal Welfare Concerns and Public Policies in Industrialized Countries for International Trade
Blandford, D.;Bureau, J.C.;Fulponi, L.;Henson, S.
In Krissoff, B.;Bohman, M.;Caswell, J.A. **Global Food Trade and Consumer Demand for Quality**, 252 p. - New York Kluwer Academic Publishing, 2002. - pp 77-101

L'agriculture, l'artificialisation du milieu naturel et la demande sociale.
Bonny S.
In: **Agronomes et Territoires,** Académie d'Agriculture de France, Paris, 2004.

La perception des OGM par le grand public.
Bonny S.
In: **Regards sur les biotechnologies** Durand C. **(ed.), Paris, L'Harmattan, 2004, 296 p.**

Factors explaining opposition to GMOs in France and the rest of Europe.
Bonny, S.
In: R. E. Evenson and V. Santaniello (ed.) "**Consumer Acceptance of Genetically Modified Foods"** CABI Publishing, Wallingford, 2004, pp 169-187. (in press)

Enjeux, déterminants et perspectives de l'opposition aux OGM en France et en Europe.
Bonny S.
In: Fanfani R., Brasili C. (ed.) " **Perspectives of the Agri-Food System in the New Millenium**". Bologne, Italie, CLUEB (Cooperativa Libraria Universitaria Editrice Bologna), 2003, pp. 629-648.

Will biotechnology lead to more sustainable agriculture ?
Bonny, S.
In: Lesser, W.H. (ed.). **Transitions in Agbiotech: Economics of Strategy and Policy**. 723 p. - 2000, pp 434-453

L'évolution technologique en agriculture : destructrice ou durable ? Les nouvelles technologies sont-elles une menace pour l'environnement ou le moyen de nourrir l'humanité au 21e siècle ?
Bonny, S.
In: Theys, J. (éd.). - **L'environnement au XXIe siècle. Visions du futur**, 693 p. - Paris : GERMES, 2000, pp 409-436.

Issues in Demand for Quality and Trade
Bureau.J.C. ; Gozlan, E. ; Marette, S. ; Jones, W.
Qualité et sécurité alimentaires : les dimensions commerciales, 87p. – Paris : OCDE, 2000. Egalement disponible en anglais. **Food Safety and Quality : Trade Considerations**, 87p. – Paris : OCDE, 2000.

Issues in Demand for Quality and Trade
Bureau, J.C.;Jones, W.;Gozlan, E.;Marette, S.
In: Krissoff, B.;Bohman, M.;Caswell, J.A. **Global Food Trade and Consumer Demand for Quality**, 252 p. - New York : Kluwer Academic Publishing, 2002. - pp 3-32

The Agricultural Issue in EU-Mercosur Integration: Beyond the Gridlock
Bureau, J.C.
In Giordano, P. **An Integrated Approach to the European Union-Mercosur Association, 440 p.** - Paris : Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2002.- pp 325-340 (Chaire Mercosur de Sciences Po)

L'année agricole 2003.
Bureau J.C. (2003).
In : **Ramses, les grandes tendances du monde**, 2004. de Montbrial, T. (sous la dir.);Moreau Defarges, P. (sous la dir.) Paris : Institut Français des Relations Internationales, Dunod, 2003. pp. 232-234

Chapitres "Agriculture" (pp 290-92) et "Politique Agricole Commune" (pp 354-55)
Bureau J.C.
In **Ramses 2000, L'entrée dans le XXI^{e} siècle**, sous la direction de T. de Montbrial et P. Jacquet, Institut Français des Relations Internationales, Dunod, Paris.

Accounting for consumers' preferences in international trade rules
Bureau, J.C.; Marette, S.
In: **Incorporating Science, Economics, and Sociology in Developing Sanitary and Phytosanitary Standards in International Trade**, 290 p. - Washington DC (USA) : National Academy Press, 2000, pp 170-198, chap. 7.

Agriculture into the GATT. Issues in reforming tariff-rate import quotas in the agreement on agriculture in the WTO
De Gorter, H. ; Sheldon, I. ; Abbott, P. ; Barichello, R. ; Boughner, D. ; Bureau, J.C. ; Choi, J. ; Coleman, J.; Herrmann, R. ; Kramb, M. ; Liapis, P. ; McLaren, D. ; Moennich, C. ; Morse, A. ; Skully, D. ; Sumner, D. ; Tangermann, S.
University of Minnesota, IATRC. International Agricultural Trade Research Center, Saint Paul (USA). 2001, 188 p.

Regulating Food Safety in the European Union
Marette, S. ; Bureau, J.C. ; Coestier, B. ; Gozlan, E.
In : **New Approaches to Food Safety Economics**, Editors: A.G.J Velthuis, H. Hogeveen, L. Unnecehr, R.B.M. Huirne, Kluwer Academic Publishers, 2003, p. 91-106

A mixed 0-1 MOLP approach for the planning of biofuel production
Mavrotas, G.;Rozakis, S.
In: "**Comprehensive economic and spatial bio-energy modelling**", 2003, n°48, Rozakis, S. (éd.);Sourie, J.C. (éd.). pp 47-58.

Histoire des agricultures du monde : du néolithique à la crise contemporaine
Mazoyer, M.; Roudart, L.
Paris : Seuil, 2002. - 699 p. (Points Histoire)

Critical assessment
Petit, M.
In : Cerf, M. (éd.) ; Gibbon, D. (éd.) ; Hubert, B. (éd.) ; Ison, R. (éd.) ; Jiggins, J. (éd.) ; Paine, M. (éd.) ; Proost, J. (éd.) ; Röling, N. (éd.) ; LEARN Group, Learning in Agriculture Research Network, Paris. - **Cow up a tree : Knowing and learning processes for change in agriculture. Case studies from industrial countries,** 492 p. – Paris,: INRA Editions, 2000, pp 477-487.

The evolution of the Common Agricultural Policy : impact of WTO commitments
Petit, M.
In : Csaki, C. ; Nash, J. (éds.). - **Regional and International Trade Policy : Lessons for the EU Accession in the Rural Sector**, 112 p. - Washington DC (USA) : World Bank, 2000, pp 91-99, chap. 5.**.**

Coordination Without Vertical Integration : The Case of the French Food System
Nefussi J. ; Priolon, J
In : **Vertical Relationships and Coordination in the Food System**, G. Galizzi and L. Venturini (eds), Physica-Verlag, Springer Verlag, 2000, pp 433-442.

Conditions d'applicabilité en France d'un système d'incitation à la qualité de l'eau fondé sur un marché de la dépollution inspiré du cas du Tar-Pamlico, rivières de Caroline du Nord
Revel, A.
In : Falque, M. ; Massenet, M. (éds.). - **Droits de propriété, économie et environnement : les ressources en eau**- Paris : Dalloz, 2000/01, pp 217-222. .

Relations euro-méditerranéennes et libéralisation agricole
Regnault, H.;Roux, B.
L'Harmattan, 2002. - 299 p. Paris

L'impact économique et social de la modernisation et social de la modernisation agricole
Roudart L., ; Mazoyer M.
In : **La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture**, FAO, Rome, 2000, pp. 171-198

Nourrir les hommes
Roudart, L
In : **Encyclopaedia universalis**, 2002, CD ROM et 2003 version papier

Les politiques agricoles
Roudart, L
In : **Larousse agricole**, 2002, pp. 689-699

Comprehensive modeling of bio-energy systems
Rozakis S. (ed) ; JC. Sourie (ed),
A paraître, Agronomic Mediterranean Institute editions, Chiana (GRC).

Determining efficient biofuel tax exemption policy in France for greenhouse gas
Rozakis S., Sourie J-C, Vanderpooten D.
In A.Oude-Lansink (ed) ; E.van Ierland (ed). **Economics of sustainable energy in agriculture**, 248 p. - Dordrecht : Kluwer Academic Publishers , 2002. - pp 217-237

Analyse Economique des filières biocarburants francaises à l`aide d`un modèle d`equilibre partiel
Sourie, J.C. ; Rozakis, S.
In **Advantages of bio-additives in fuels** ed. E.Poitrat, 2000, ADEME

La globalizazzione e l'ambiente
Spitz, P.
In : **Globalizasione : Solidarieta o escluzione ?** R. Papini ed, Edizione Scientifiche Italiane, Roma, - 418 p, 2001, pp 166-171.

Bringing rural child workers to school : Seasonal and cultural constraints
Spitz, P.
In : **Comic to Grips with Rural Children Work : A Food Security Approach**- 468 p, Institute for Human Development, New Dehli, pp-40-47.

Un outil d'aide à la décision dans le choix du système d'exploitation en élevage bovin allaitant
Veysset, P. ; Lherm, M. ; Hautcolas, J.C. ; Bebin, D.
In : **Rencontres Recherches Ruminants**, 363 p. - Paris : Institut de l'Elevage, 2000, pp 325-328.

Autres supports (rapports, articles de revues sans comité de lecture, etc.)

US agriculture, 1960-1996 : a multilateral comparison of total factor productivity
Ball, V.E.; Butault, J.P. ; Nehring, R.
Washington (USA) : USDA-ERS, 2000, 44 p. - (ERS Staff Paper ; AGES 00-03).

Positive mathematica programming and agricultural supply within the EU under Agenda 2000.
Barkaoui, A. ; Butault, J.P. ; Rousselle, J.M.
Eurotools Working paper series, DG Agriculture, Bruxelles

Measurement of Sanitary, Phytosanitary and Technical Barriers to Trade
Beghin J.C., Bureau J.C.
Rapport, Organisation for Economic Co-operation and Development. Paris, 2001.

Rentabilité comparée des exploitations d'élevages ovins viande au travers du Réseau d'information comptable agricole (RICA) 1998
Benoit, M. ; Laignel, G. ; Liénard, G. ; Duclos, J.B.
INRA, LEE. Laboratoire d'Economie de l'Elevage, Theix. - 2000/08, 10 p.

Utilisation d'un logiciel statistique pour dépouiller une enquête : exemple de la diversification des exploitations agricoles du Languedoc-Roussillon avec SPSS
Bonnafous, P.;Revel, A.;Vialle, G.
Le Cahier des Techniques de l'INRA, 2003, n° 49. pp 21-41

Success factors, issues and prospects for the first GM crops: the case of Roundup Ready® soybean in the USA.
Bonny S.
Communication at the 7th ICABR (International Conference on International Consortium on Agricultural Biotechnology Research) conference "Goods and Public Policy for Agricultural Biotechnology", Ravello (Italy), 29/06-03/07, 2003, 20 p.

Bilan agro-économique des cultures transgéniques aux Etats-Unis, le cas du soja tolérant à un herbicide, le glyphosate.
Bonny S.
In: Actes du Séminaire " OGM et environnement ", INRA, Paris, 2002, pp. 78-87.

Les OGM, les experts, le public et la confiance. L'imbroglio des plantes transgéniques en France.
Bonny S.
Communication à la Conférence interdisciplinaire du Laboratoire d'économétrie de l'École polytechnique (Paris) et du CIRANO (Centre Inter-universitaire de Recherche en Analyse des Organisations, Montréal), " L'organisation du recours à l'expertise scientifique en situation d'incertitude " 10 et 11 janvier 2002, Paris, Ministère de la recherche, 17 p

Factors in the Development of Opposition to GMOs and Case-Study Evidence
Bonny, S.
ITPS Report, 2003, vol. 73. pp 20-26

La mise en œuvre du volet sur l'accès au marché de l'Uruguay Round dans les pays tiers de l'Union européenne
Borzeix V., Bureau J.C., Chahed Y., Hofstetter A.
Notes et Etudes Economiques, Ministère de l'Agriculture, 2000, 12, octobre, pp 9-57.

Comparing the proposed modalities of agricultural trade liberalisation in the Doha Round
Bouet A., Bureau J.C., Decreux Y., Jean S.
Final report, European Trade Consortium for Policy Analysis, Bruxelles, 2003.

Is Agricultural Liberalization Beneficial to Developing Countries?
Bouet A., Bureau J.C., Decreux Y., Jean S.
Working Paper, Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, Paris, 2003.

Qualité de l'eau : protéger plutôt que traiter
Brun, A.
Pour, n° 178, 2003. pp. 42-47.

Tariff Peaks and Tariff Escalations on Selected Agricultural Markets in Selected Countries
Bureau J.C.
Common Fund for Commodities, Amsterdam, July 2003, 387 p.+ figures.

Les négociations de l'OMC après Seattle
Bureau, J.C.
La France Agricole, n° hs "L'année agricole 2000", 2000, pp 32-33.

Protection du secteur agricole dans les pays tiers : Un outil pour les négociations du Millenium Round
Bureau J.C ; Chahed Y ; Drogué S. ; Salvatici L.
Rapport final, Commissariat Général au Plan, 2001, Paris

Le procès de la PAC.
Bureau J.C.
Sociétal, 43, 1er trimestre 2004, pp 32-37

La portée pratique des règles du commerce international dans la protection des consommateurs
Bureau, J.C. ; Doussin, J.P.
INRA Sciences Sociales, n° 1, 2000, pp 1-4.

Quality Signaling and International Trade in Food Products
Bureau, J.C. ; Gozlan, E. ; Marette, S. .
CARD Working paper 01WP2083, 2001, Center for Agricultural and Rural Development, Iowa State University, Ames (USA).

Agricultural Trade Restrictiveness in the European Union and the United States.
Bureau, J.C. ; Salvatici, L.
CARD Working Paper 01WP277, 2001, Center for Agricultural and Rural Development, Iowa State University, Ames (USA).

La mise en oeuvre de l'Accord de Marrakech : le volet accès au marché
Bureau, J.C. ; Hofstetter, A. ; Chahed, Y. ; Borzeix, V.
Notes et Etudes Economiques, n° 12, 2000, pp 9-54.

Faut-il et peut-on supprimer les subventions à l'exportation ?
Bureau, J.C.;Gohin, A.;Requillart, V.
Comptes Rendus de l'Académie d'Agriculture de France, 2003, vol. 88, n° 8. pp 7-19

Alternative Tariff Cuts Scenarios and the Effects on the Protection of the EU Agro-food Sector
Bureau J.C., Bizot X. , Hofstetter A.
Report, FAIR5 CT97-3481 project, Commission of the European Communities, 2000, Bruxelles

Les négociations de l'OMC après Seattle.
Bureau J.C.
Hors-série "L'année agricole 2000", **La France Agricole**, 2000, pp 32-33.

Les risques de la mondialisation : agriculture, alimentation, environnement
Bureau, J.C.;Gozlan, E.
Risques, n° 51, pp 85-9

Evolution du soutien agricole en termes réels dans les pays membres de l'OCDE de 1986 à 1999. Aspects méthodologiques et principaux résultats.
Butault, J.P.
Rapport, Organisation de Coopération Economique et de Développement, Direction de l'alimentation et de l'agriculture. Paris. Juin 2001. 51 P.

La disparition des exploitations s'accélère sans concentration excessive
Butault, J.P.;Delame, N.
Agreste, Les Cahiers, 2003/07, n° 3. pp 17-26

Croissance des exploitations et évolution des revenus agricoles : un mouvement brownien ?
Butault, J.P.; Delame, N.
Synthèses Insee, 2002, n° 63. -pp 53-64

When Do Firms Prefer to Buy from a Monopoly ? An Example from Agriculture
Carter C ; Marette, S. ; Smith V.
Working Paper, University of California at Davis (USA). 2002,

Sécurité alimentaire : responsabilité et réglementation
Coestier, B. ; Marette, S.
Risques, n° 43 , 2000, pp 99-103.

Internality versus Externality under different market structures.
Coestier, B. ; Gozlan E., Marette S.
Working paper, UMR Economie Publique INRA-INAPG, 2001, Paris-Grignon.

Prevention, Limited Liability and Market Structure.
Coestier, B. ; Gozlan E., Marette S.
Working paper, UMR Economie Publique INRA-INAPG, 2001, Paris-Grignon

Liability and Public Compensation.
Coestier, B. ; Gozlan E., Marette S.
Working paper, UMR Economie Publique INRA-INAPG, 2001, Paris-Grignon.

Marchés financiers et information
Coestier, B. ; Marette, S.
Les Cahiers Français, n° 301 , 2001, pp 31-37

Can Quality Certification Lead to Stable Cartel ?
Crespi, J. ; Marette, S.
Working paper, UMR Economie Publique INRA-INAPG, 2001, Paris-Grignon.

La pluriactivité gagne du terrain dans les exploitations professionnelles
Delame, N.
Agreste Cahiers, n° 2, 2001/06, pp 29-36

L'essor des formes sociétaires : un développement au rythme des évolutions juridiques et fiscales.
Delame, N.
Synthèses INSEE, n° 63, 2002. pp 65-78

Le revenu non agricole des foyers d'agriculteurs : un montant significatif pour un foyer sur trois
Delame, N. ; Lavigne, M.
INSEE Première, n° 722, 2000, pp 1-4

Régulation des émissions de gaz à effet de serre d'origine agricole : un essai d'évaluation économique
De Cara, S. ; Jayet, P.A.
Comptes Rendus de l'Académie d'Agriculture de France, vol. 85, n° 6, 2000, pp 211-223.

Modélisation du marché communautaire de l'huile d'olive
Drogué, S.
Olivae, n° 80, 2000, pp 8-11.

Les résultats 1998 en grande culture : marges des cultures et résultats des exploitations spécialisées en grande culture des régions Ile-de-France, Centre et Midi-Pyrénées
Duclos, J.B. ; Millet, G.
Grignon : INRA-ESR, 2000, 163 p. - (Etudes économiques ; 37).

Les résultats 1999 en grande culture : marges des cultures et résultats des exploitations spécialisées en grande culture des régions Ile-de-France, Centre et Midi-Pyrénées
Duclos, J.B. ; Millet, G.
Grignon : INRA-ESR, 2001/06, 159 p. - (Etudes économiques ; 39)

The tragedy of the commons and incentive mechanisms
Fuentes-Castro, D. ; Jayet, P.A.
Working paper, UMR Economie Publique INRA-INAPG, 2001, Paris-Grignon.

TARAGRO : logiciel d'analyse de la tarification agricole et agroalimentaire (Taxes et subventions 1995-2000)
Gallezot, J; Harel, M; Kervegant, E.
2001/12. - [Logiciel version Windows]

Les normes de sécurité constituent-elles un obstacle au commerce international ?
Gozlan, E.
Risques Technologiques, 2000, vol 4, n°2, 1-2.

Pollution industrielle : informer pour réguler ?
Gozlan, E.
Risques Technologiques, 2000, vol 4, n°3, p 2-3.

Evaluating agri-environmental policies in the EU : some views and extensions from the AROPAJ model
Jayet, P.A. ; Marzocchi, E. ; Hofstetter, A. ; De Cara, S.
Eurotools Working paper series, DG Agriculture, Bruxelles. 2001,

Modular apporach of agricultural supply modelling through linear programming
Jayet, P.A. ; Marzocchi, E. ; Hofstetter, A. ; Donati, M.
Eurotools Working paper series, DG Agriculture, Bruxelles. 2001

Politique de la concurrence et secteur agro-alimenataire dans l'Union européenne
Marette, S.
INRA Sciences sociales, n°4/02 – Juin 2003

L'expertise en pratique : leçon de l'expérience à la Banque mondiale
Petit, M.
Comptes Rendus de l'Académie d'Agriculture de France, vol. 86, n° 5, 2000, pp 35-47

Dix-huit cas d'exploitations agricoles diversifiées dans lae Languedoc-Rousillon.
Revel A., Roux B, Bonnafous P, Ly B.T.
European Commission, IDEAS, Innovation Diversification and European Agricultural Situations, Brussels (Bel), 2001/07/3 (Rapport IDEAS ; FAIR6-CT98-42228) ,104p

Gérer les marchés et la qualité alimentaire : double défi pour les interprofessions
Rio, Y. ; Nefussi, J.
Cahier Club Déméter, n° 10, 2001, pp 1-72

L'alimentation dans le monde et les politiques publiques de lutte contre la faim
Roudart, L
Mondes en développement, 2002, vol. 30, n° 117, pp 9-23

Determining Efficient Biofuel Tax Exemption Policy in France for Greenhouse Gas Emission Abatement
Rozakis, S. ; Sourie, J.C. ; Vanderpooten, D.
Working paper, UMR Economie Publique INRA-INAPG, 2001, Paris-Grignon.

Contributions aux travaux de la mission "Biocarburants" dirigée par P. Couveinhes et J. D. Levy (Avril-Juin 2000)
Sourie, J.C.
Rapport final, Mission biocarburants, 2000, 53 p.

Analyse des coûts d'opportunité des cultures ligno cellulosiques
Sourie, J.C.
In : Agrotransfer; ADEME, Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie, 55 p. - 2001/06, pp 35-44

Incidences de l'Agenda 2000 sur l'offre de céréales, d'oléagineux et de protéagineux. Applications du modèle MAORIE
Sourie, J.C. ; Millet, G. ; Kervegant, E. ; Bonnafous, P.
Grignon : INRA-ESR, 2000/06, 55 p. - (Etudes économiques ; 38 - Convention ministère de l'Agriculture et de la Pêche, 99H30302).

Energy crops integration using a multiple criteria decision-making tool
Varela, M. ; Saez, R. ; Castellano, E. ; Cardiel, C. ; Kallivroussis, L. ; Soldatos, P.G. ; Rozakis, S.; Schwaiger, H. ; Jungmeier, G. ; Nikolau, I.
Madrid (ESP) : Ciemat, 2001, 228 p. - (Documentos Ciemat) ISBN 84-7834-404-7.

Les impacts de différents scénarios de PAC en régions intermédiaires ; le cas de l'Indre
Wepierre, AS ; Millet,G ; Sourie, J
Working paper, UMR Economie Publique INRA-INAPG, 2001, Paris-Grignon

Analyse des scénarios de politique agricole pour des régions céréalières intermédiaires
Wepierre, A.S.; Millet, G.; Sourie, J.C.
Notes et études économiques, n° 17, 2003, pp 149-170

Agenda 2000 : conséquences sur les exploitations de grandes cultures en Poitou-Charentes. Impacts sur les revenus, les assolements et alternatives pour les exploitations agricoles. Situation et perspectives pour la filière collecte en grandes cultures
Zham, F. ; Chatellier, V. ; Piet, L. ; Kervegant, E. ; Millet, G. ; Sourie, J.C. ; Colson, F.
CEMAGREF, La Recherche pour l'Ingénierie de l'Agriculture et de L'Environnement - 2000/12, 2 vol., 287 p. - (Contrat Convention CEMAGREF-DRAF Poitou-Charentes. Programme de recherche TERREAU)